

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2016



Solidarité
Làïque

**ÉDUQUÉES
AUJOURD'HUI,
PLUS LIBRES
DEMAIN**

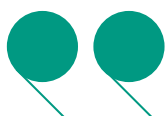




ÉDITO

Dominique Thys

Président de Solidarité Laïque



« LES SOLIDARITÉS,
L'ÉDUCATION,
LA LAÏCITÉ
ET LA FRATERNITÉ
ONT BESOIN DE VOUS. »

Agir, telle est notre vocation.

Notre histoire, depuis 60 ans, est riche d'événements, de développement de la réflexion collective, d'engagements à l'international comme en France. La diversité des acteurs – organisations membres, partenaires, bénévoles et salariés – est notre richesse, fédérée par la volonté de s'engager pour l'éducation de qualité, partout dans le monde. Et cette volonté génère une autre diversité dans le champ de nos actions.

Solidarité a « fêté », dans la discrétion, ses 60 ans, autour d'un film bénévole de Safy Nebbou, « Ensemble, c'est possible ! », avec la voix de Charles Berling, une musique d'Ibrahim Maalouf et les images de Gilles Porte, gracieusement offertes.

Il fallait faire un choix parmi la diversité de nos interventions et de nos programmes qui font le cœur de nos actions pour parler au plus grand nombre. Le résultat est un film – visible en ligne ou en DVD – qui redonne confiance dans l'humain, dans sa capacité

de construire des solidarités concrètes sur le vaste champ de l'éducation, par deux situations dans lesquelles Solidarité Laïque est partie prenante d'un soutien permanent.

Que ce soit au Liban, avec Solidarité et Développement/Les jardins de la Paix où des jeunes en situation de handicap expérimentent la joie d'apprendre et d'être ensemble, ou au Mali, dans « la Maison de l'espoir » qui accueille des filles et jeunes filles orphelines et où nous suivons Awa qui quitte la mendicité et retrouve le chemin de l'école et de son avenir, les valeurs de Solidarité Laïque respirent et s'incarnent.

Vous les retrouverez en parcourant ce rapport d'activités 2016, première marche de notre ambition collective à horizon 2020, « changeons d'échelle », qui en illustre la richesse et le détail.

Demain, encore plus nombreux grâce à vous, nous monterons d'autres marches de l'échelle : les solidarités, l'éducation, la laïcité et la fraternité ont besoin de vous.

SOMMAIRE



4

ENSEMBLE, C'EST POSSIBLE !

4-5 SOLIDARITÉ LAÏQUE
EN BREF

6-11 RAPPORT MORAL



12

AGIR EN FRANCE

13 RENFORCER
LES SOLIDARITÉS ICI
ET LÀ-BAS

14-17 REVENDIQUER

18-21 ÉDUQUER
À LA CITOYENNETÉ

22-25 LUTTER CONTRE
LES EXCLUSIONS

26-29 AGIR DANS
LES TERRITOIRES



30

AGIR À L'INTERNATIONAL

31-53 LES PROGRAMMES
PLURIACTEURS

52-55 LES MICROPROJETS

56-59 LE PARRAINAGE
ÉDUCATIF



60

METTRE EN ŒUVRE

61 AGIR AU QUOTIDIEN

63-64 BILAN FINANCIER

65 DÉVELOPPEMENT
DES RESSOURCES

66-67 COMPTE EMPLOI
DES RESSOURCES

68-69 COMMUNICATION

70-71 LA FORCE DU COLLECTIF

AGIR ICI ET LÀ-BAS

Depuis 1956, Solidarité Laïque lutte contre les exclusions et améliore l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité.

Nous agissons en France et dans plus de 20 pays.

NOS OBJECTIFS

ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS

L'éducation est d'abord un droit fondamental. Elle est aussi la clé du développement humain et social et un levier pour lutter contre les injustices et l'intolérance. Chemin qui mène à la liberté individuelle et collective, elle pose les fondements du « vivre ensemble », dans le respect des convictions de chacun.

NOS VALEURS

SOLIDARITÉ ET FRATERNITÉ

50 organisations sont membres de Solidarité Laïque. Ces associations, coopératives, fondations, mutuelles et syndicats sont majoritairement liés à l'école publique, à l'éducation populaire et à l'économie sociale. Elles partagent les idéaux de laïcité, d'éducation et de lutte contre l'exclusion. Ensemble, au sein de notre collectif, elles souhaitent contribuer activement à faire respecter les droits fondamentaux de chacun, quelles que soient sa nationalité, ses convictions, son origine sociale.

NOS PRINCIPES

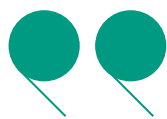
LAÏCITÉ ET RÉCIPROCITÉ

Solidarité Laïque soutient des projets au travers de partenariats coresponsables, réciproques et durables entre les acteurs de notre réseau et les organisations de la société civile ici et là-bas. La complémentarité de compétences, le renforcement mutuel et le développement de synergies collectives permettent d'interagir avec et pour les populations et d'influer sur les politiques publiques.

NOS RÉSULTATS

DES CHANGEMENTS DURABLES

Une fois nos programmes achevés, nos partenaires locaux, renforcés et structurés en réseaux, sont plus à même d'agir et de peser sur les pouvoirs publics, pour améliorer les conditions de vie des populations et plus particulièrement leur accès équitable à une éducation de qualité. Nos missions sociales accompagnent des changements en profondeur qui améliorent durablement le quotidien de tous et notamment des plus vulnérables, au premier titre desquels, les enfants, les jeunes et les femmes.



« UNE PERSONNE ÉDUQUÉE ACCÉDERA PLUS FACILEMENT À LA SANTÉ, À L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE, À LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE, À LA VIE SOCIALE ET À UNE CITOYENNETÉ ACTIVE. »

100
BÉNÉVOLES



30 000
DONATEURS

5 MILLIONS
D'EUROS
DE BUDGET

20
PAYS

+ de 1000
PARTENAIRES

60
ANS

24 SALARIÉS

NÉGOCIATION

HANDICAP

ÉDUCATION
NON-FORMELLE

PLAIDOYER

FORMATION ET INSERTION
PROFESSIONNELLE

DIALOGUE SOCIAL

JEUNESSE

50
ORGANISATIONS
MEMBRES

ACTION
SOCIALE

PETITE
ENFANCE

PROTECTION
SOCIALE

SANTÉ

CITOYENNETÉ

ÉDUCATION
FORMELLE

5 BONNES RAISONS

de coopérer avec
Solidarité Laïque

▸ PROMOUVOIR LA PAIX

Dans un contexte international caractérisé par le repli sur soi et la montée des extrémismes, favoriser le dialogue interculturel, promouvoir la liberté de conscience et la démocratie.

▸ ATTEINDRE DES CHANGEMENTS SOCIÉTAUX PÉRENNES

Renforcer les sociétés civiles, le dialogue entre les acteurs et avec les pouvoirs publics.

▸ AGIR SUR PLUSIEURS ÉCHELLES

Locale, nationale, internationale. Au-delà des actions de soutien ponctuelles, travailler sur des cycles longs, de 10 à 12 ans.

▸ ŒUVRER SUR DES CHAMPS D'ACTION COMPLÉMENTAIRES

Éducation formelle, non formelle et préscolaire, citoyenneté, dialogue social, formation professionnelle, santé, protection sociale...

▸ AGIR DANS LA RÉCIPROCITÉ

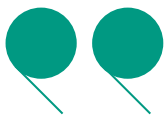
Ici et là-bas, faire avec et faire ensemble en privilégiant une approche participative.

RAPPORT MORAL



© Françoise Caillette

ENSEMBLE, C'EST POSSIBLE!



« SANS L'ESPÉRANCE,
TU NE TROUVERAS PAS
L'INESPÉRÉ. »

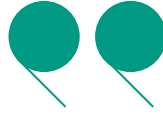
.....
HÉRACLITE

Les optimistes considèrent que, sur une longue période, le monde va mieux : moins de conflits armés, plus de démocraties, moins de pauvreté... Mais la lucidité amène à constater que 2016 a commencé, entre autres sujets sensibles, par la réédition en Allemagne de *Mein Kampf* sans que cela ne suscite une polémique à la hauteur des « idées » de ce funeste manuscrit... Elle s'est poursuivie par le Brexit et s'est achevée par l'élection de Donald Trump, nouveau Président de la première puissance mondiale et par la prise d'Alep par les armées de Bachar El Assad, bourreau de son propre peuple. Ces deux derniers entretiennent de bonnes relations avec Vladimir Poutine au nom d'une « realpolitik » qui, de fait, remet en cause les droits humains et le droit international, déjà si ardu à faire respecter par l'ONU et les autres organismes internationaux de régulation. Pendant ce temps, les populismes et les nationalismes ont encore gagné du terrain en Europe, portés par des partis europhobes et anti-immigration. L'arrivée des réfugiés fuyant les guerres (Syrie, Yémen, Soudan...) et les crises économiques ont fracassé la solidarité européenne comme l'illustre l'échec de la

répartition des demandeurs d'asile. Les États européens ont sacrifié une partie de leurs principes pour aboutir, pour l'essentiel, à une externalisation de la gestion de la question migratoire (Turquie, Jordanie, Liban...), avec des milliers de morts engloutis par la Méditerranée, sous le regard indifférent d'une bonne partie de leurs citoyens.

VERS LE DÉSORDRE MULTIPOLAIRE...

Faut-il en déduire que le monde avance inexorablement sur la route des extrêmes et des totalitarismes que l'on croyait d'un autre âge ? S'il est toujours difficile d'imaginer le pire, il faut sans doute s'y préparer. Il suffit de relire *La Montée du nazisme* de Stefan Zweig ou encore, dans un autre registre mais tout aussi pertinent, les *Chroniques de la haine ordinaire* de Pierre Desproges pour, à défaut de s'en persuader, se dire que les signes annonciateurs sont bel et bien là. Le cynisme économique des uns, le conservatisme moral et les angoisses identitaires des autres sont à l'œuvre. La crispation sécuritaire est largement partagée



« L'ÉDUCATION DOIT VISER AU PLEIN
ÉPANOUISSEMENT DE LA PERSONNALITÉ HUMAINE
ET DU SENS DE SA DIGNITÉ ET RENFORCER
LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES
LIBERTÉS FONDAMENTALES. ELLE DOIT METTRE
TOUTE PERSONNE EN MESURE DE JOUER UN RÔLE
UTILE DANS UNE SOCIÉTÉ LIBRE, FAVORISER LA
COMPRÉHENSION ET LA TOLÉRANCE. »

.....

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

par des États démocratiques – en France, l'état d'urgence devient la norme – et d'autres qui le sont moins, sous couvert de lutte contre les terrorismes. Les prochaines années vont être difficiles... Mais il ne faut jamais oublier que la montée des totalitarismes est le reflet d'un désespoir face à des conditions économiques, sociales, politiques spécifiques : elle se nourrit de la rencontre entre des souffrances individuelles et familiales de pans entiers de la population, d'une part, et de la faiblesse de l'ordre politique, d'autre part. « L'alliance » entre l'insécurité culturelle et l'insécurité sociale cherche des boucs émissaires en désignant l'« autre » qui n'est pas « nous ».

MAIS HEUREUSEMENT UNE SOCIÉTÉ CIVILE DE PLUS EN PLUS MOBILISÉE

Des signes font garder espoir dans la volonté de changer le cours des choses : de nombreux mouvements de la société civile se sont mobilisés tout au long de l'année contre les différentes formes d'injustice. Rappelons aussi la paix enfin signée en Colombie ou encore le fait paradoxal qu'il n'y a jamais eu aussi peu d'hommes en armes dans le monde, même si en 2016 les ventes d'armes ont atteint des records. Ces crises globales induisent de repenser les formes de résistance de façon également globale autour de la promotion et de la défense des

biens publics mondiaux, des « communs » qui pourraient être universels. De nombreuses organisations de la société civile s'y emploient : qui, en organisant des campagnes de plaidoyer contre le CETA ou les paradis fiscaux, qui, pour demander des moyens accrus pour l'éducation, la santé, la protection sociale ou encore en menant des projets de coopération ou de solidarité aux niveaux local et international. Les pages qui suivent mettent en valeur ces « petites chroniques de l'humanisme ordinaire » qui montrent bien la part d'humanité positive que chacun et chacune d'entre nous possède.

SOLIDARITÉ LAÏQUE, UN COLLECTIF PLUS QUE JAMAIS ENGAGÉ

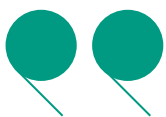
Notre collectif a été très actif durant l'année, multipliant les actions, renforçant les programmes existants et se structurant davantage pour mieux répondre aux exigences du réel. Pour preuve, les campagnes pour une éducation de qualité pour toutes et tous et



© Collège Vauban (Belfort)



« Au collège, la République se construit au jour le jour. Quand nous avons souhaité amener les élèves à s'approprier toute la profondeur de la valeur de Liberté, nous y avons consacré l'ensemble de nos actions pédagogiques, artistiques et culturelles de l'année. Cela a donné des résultats spectaculaires en termes de réussite des projets. »
Jean-Jacques Fito, principal d'un collège de Belfort.
Ici, une des créations produites dans le cadre du projet Place de la République, soutenu par Solidarité Laïque.



« QUAND

TU AURAS APPRIS

À DÉSESPÉRER,

JE T'APPRENDRAI

À VOULOIR. »



SÉNÈQUE

tout au long de la vie, la mobilisation collective contre la marchandisation de l'éducation et les écoles « low cost », les campagnes pour l'égalité des droits, et notamment des enfants dont le taux de pauvreté a atteint un niveau tristement élevé y compris en France, celles pour la paix (en Syrie, au Mali, en Colombie...). S'y ajoutent les actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité, à travers la 16^e édition de la Rentrée solidaire-Un cahier, un crayon, mais aussi une série d'expositions pédagogiques visant à combattre les préjugés et les stéréotypes racistes. La nouvelle exposition « Immigrations, de la fin du XIX^e siècle à aujourd'hui en France » propose, par exemple, de combler le trou

de la mémoire coloniale de notre pays et sa « fracture coloniale » aux lourdes conséquences pour le lien social. Nous avons aussi nourri le débat sur la laïcité et les valeurs de la République, en portant la parole d'acteurs, d'historiens et sociologues. Notre mobilisation pour Haïti, à nouveau touché par l'ouragan Matthew, l'aide à l'accueil de réfugiés syriens notamment ont été fortes. Nos programmes permettent à des jeunes garçons et filles de prendre en main leur destin, de se forger un avenir, de participer aux décisions qui les concernent : jeunes pour une action démocratique au Maroc, « Soyons actifs/actives » en Tunisie, « Top Eduq » au Bénin, Burkina Faso et Sénégal

**En Tunisie,
Solidarité Laïque
accompagne un
collectif de
63 organisations
mobilisées pour lutter
contre les inégalités.
Une action qui
s'adresse notamment
aux femmes rurales
qui sont les plus
éloignées de leurs
droits sociaux et
économiques.**



© Augustin Le Galle

et en Asie (Népal, Sri Lanka), « Procehdh » qui articule éducation et dialogue social en Haïti, « Vacances et Insertion », en France, qui permet à des personnes vulnérables d'entamer un processus d'émancipation salvateur. Solidarité Laïque avec ses organisations membres et partenaires a non seulement poursuivi son action mais a amorcé le processus de mise en œuvre de son projet associatif « Changer d'échelle à l'horizon 2020 ».

CHANGER D'ÉCHELLE, AVEC AMBITION

Changer d'échelle n'est pas si simple. Il y a des écueils qu'une association, structurée en collectif de 50 organisations en 5 familles d'acteurs (associations, coopératives, fondations, mutuelles et syndicats) comme l'est Solidarité Laïque, doit éviter : principalement celui de répliquer ce qui se fait déjà en « plus et mieux ». Changer d'échelle signifie avoir de l'ambition, faire évoluer les approches, les regards, et pourquoi pas les structures, innover et capitaliser, assurer la pérennité économique de l'organisation,

mutualiser des compétences, communiquer à bon escient... et ce dans une société numérique et collaborative en profonde mutation économique et culturelle. Comment mieux agir si ce n'est en bâtissant un nouveau projet pour participer à l'« humanisation coopérative » de la mondialisation dans toutes ses dimensions, économiques, technologiques, juridiques, sociales, démocratiques et citoyennes? Définir de nouvelles ambitions demande courage, créativité, engagement et écoute des territoires, acteurs locaux ici et là-bas.

CROIRE AUX UTOPIES POUR APPRENDRE À VIVRE

OUI, nous croyons possibles demain un monde plus égalitaire, une planète sauvée de la destruction, des frontières abolies, une transition énergétique réussie, la fin de la maladie et de la pauvreté, une éducation tout au long de la vie pour toutes et tous. À nous de faire en sorte que cela se réalise d'ici 2030, horizon des Objectifs de développement durable, horizon de tous les possibles...

UNE STRUCTURE DÉMOCRATIQUE ET TRANSPARENTE

50 organisations membres

8 réunions de bureau

51 délégations départementales

5 réunions du conseil d'administration

4 réunions de la commission du personnel

1 réunion avec les présidents et secrétaires généraux des organisations membres

5 réunions avec le comité de la charte don en confiance

3 réunions de la commission de contrôle interne

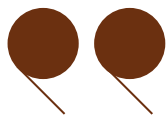
1 Assemblée générale annuelle

AGIR EN FRANCE



RENFORCER LES SOLIDARITÉS ICI ET LÀ-BAS

Le secteur France s'étoffe



« L'ÉDUCATION S'AFFIRME
COMME LA VOIE DE LA PAIX
CAPABLE DE PROMOUVOIR
UNE VISION DU MONDE AUX
ANTIPODES DE LA TENDANCE
AUX REPLIS IDENTITAIRES,
AUX DISCOURS
DE HAINE, À L'EXTENSION
DES CONFLITS. »



Les inégalités sont de plus en plus criantes et appellent à une mobilisation collective que Solidarité Laïque met en œuvre au quotidien ici et là-bas. Grâce à nos actions de plaidoyer, aux animations que nous organisons dans les territoires et aux projets solidaires, nous ne cessons de promouvoir des attitudes solidaires et une éducation de qualité pour toutes et tous. Nous souhaitons ainsi préparer les citoyens et citoyennes à participer à la vie de la cité, à respecter la dignité humaine et la liberté de conscience, la paix, la solidarité. Ces valeurs fondées sur le principe de laïcité et des connaissances permettent de porter un regard critique sur le monde.

L'ÉDUCATION POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE

Pour nous, l'éducation et la formation doivent offrir à tous les compétences pour mieux vivre ensemble et créer un monde plus juste, écologiquement durable, socialement équitable, culturellement diversifié et qui respecte l'égalité et la dignité de chacun.

Cette solidarité est transversale : à l'égard des plus démunis, mais aussi entre les générations, entre les territoires et les échelles locales,

nationales et internationales et entre l'homme et la nature, elle s'impose comme un principe inaliénable.

DE NOUVEAUX OUTILS ET DES ANIMATIONS PLUS NOMBREUSES

C'est pour toutes ces raisons que, dans le cadre du projet associatif de l'association à l'horizon 2020, le secteur France s'est étoffé. En 2016, nous avons renforcé notre action de solidarité en France à l'égard des réfugiés et des plus démunis. Nous avons aussi développé nos actions de plaidoyer, notamment pour un meilleur respect des droits de l'enfant, droit à l'éducation mais aussi droit à l'expression, condition pour préparer une citoyenneté active. Enfin, nous avons développé de nouveaux outils d'éducation à la citoyenneté, en mettant un accent fort sur la lutte contre les discriminations et le racisme.

Comme à l'international, nous nous appuyons pour cela sur nos organisations membres et des réseaux d'acteurs de la société civile, agissons en collectif et recherchons le dialogue avec les pouvoirs publics sans lesquels rien ne peut se faire.



Revendiquer

Le collectif pour des avancées concrètes



REPÈRES

Pour mettre en œuvre les Objectifs du développement durable décidés en septembre 2015 à l'AG des Nations unies, le collectif est un atout. Forte de 50 organisations membres, et elle-même membre de plusieurs réseaux, Solidarité Laique participe à ce mouvement de la société civile pour améliorer l'accès à l'éducation de qualité, le respect de la dignité de chacune et chacun et lutter contre toutes les formes de discriminations en

France et dans le monde. Coordination Sud, la Coalition éducation (relais français de la Campagne mondiale pour l'éducation dont Solidarité Laique est chef de file), Agir ensemble pour les droits de l'enfant (AEDE), Educasol, Eurochild, InfoMIE (Info-Mineurs isolés étrangers), France Volontaires, PS Eau, F3E, l'Esper, le Réseau Euromed France (REF), Solidar, la Semaine de solidarité internationale, Éthique sur l'étiquette, le groupe Enfance de la CHD sont autant d'espaces où s'implique activement

notre association. Solidarité Laique y porte ses positions et les travaille collectivement avec ses partenaires afin d'influer sur les politiques publiques pour un meilleur respect des droits.

Ensemble, nous pouvons promouvoir auprès des pouvoirs publics et des citoyennes et citoyens des solutions propres à construire un monde plus juste et plus éduqué, et donc plus libre.

L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ, UN ENJEU POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Solidarité Laique assure la présidence d'Educasol, un collectif d'organisations qui représente les acteurs de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale en France, promeut la meilleure prise en compte

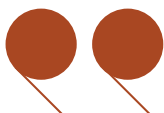
de celle-ci dans les politiques publiques et renforce les compétences des acteurs éducatifs. Educasol a formalisé des partenariats avec le F3E, France Volontaires, le CNAJEP et le CLONG-volontariat.

À ce titre, Solidarité Laique représente Educasol au Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNSDI). L'éducation à

la citoyenneté a été reconnue comme une priorité du gouvernement dans les conclusions du CICID qui a réactualisé en 2016 les orientations de la politique de développement française au regard des objectifs du développement durable.

LE DROIT À L'ÉDUCATION N'EST PAS UN ACQUIS

Solidarité Laique est chef de file de la Coalition éducation qui améliore la visibilité et la prise en compte des enjeux de l'éducation dans les politiques françaises de coopération. Forte de 14 membres, dont 6 membres de Solidarité Laique, elle a gagné en légitimité cette année. Un site Internet a été créé en février et une campagne de communication innovante sur le financement de l'éducation a été lancée. Le 4 mai, la Coalition éducation a organisé en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), un colloque sur le financement de l'éducation.



« LE GOUVERNEMENT RENFORCERA L'ÉDUCATION CITOYENNE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN FRANCE COMME À L'ÉTRANGER... »

.....

DÉCISION DU CICID, COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT, NOVEMBRE 2016

À Caux (Suisse), lors du colloque CATS, 300 enfants et jeunes et 100 adultes ont émis des propositions pour atteindre les ODD. Séminaires pour les plus grands, ateliers « chatons » pour les plus petits, animations sportives, ateliers participatifs, tout était prévu pour permettre des échanges enrichissants entre les participants. L'occasion pour tous d'apprendre à travailler ensemble sur une base égalitaire et devenir acteurs de changement.



400 participants ont répondu présents pour porter ce plaidoyer. À la suite du document politique qui lui avait été remis à l'issue de cette conférence, le ministre des Affaires étrangères a annoncé que la somme de 8 millions d'euros serait destinée au Partenariat mondial pour l'éducation. Ainsi, l'éducation a repris du galon et a été consacrée comme une priorité dans les conclusions du CICID.

NE VENDEZ PAS L'ÉDUCATION !

En rejoignant plusieurs collectifs et réseaux amis, Solidarité Laïque s'est

positionnée comme « lanceur d'alerte » sur les écoles privées à but lucratif qui se développent partout dans le monde. Un appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation, lancé le 15 mars à l'OIF avec des homologues francophones (Tunisie, Maroc, Burkina Faso, Québec...) a été signé par plus de 300 organisations francophones dans près de 50 pays. Dans la déclaration finale du Sommet mondial de la francophonie à Madagascar, 156 pays ont émis une résolution pour la régulation de ces écoles et lutter contre les dérives marchandes de l'éducation.



AGENDA

JANVIER

Audition de la France à Genève sur les Droits de l'enfant

MARS

Rencontre avec la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation

MAI

Colloque sur le financement durable de l'éducation

JUILLET

Le Conseil des droits de l'Homme adopte une résolution contre la marchandisation de l'éducation

JUILLET

Colloque CATS rassemblant près de 300 enfants et jeunes sur les enjeux de participation

OCTOBRE

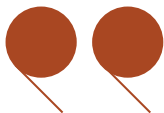
Lancement du film de SL *Ensemble, c'est possible !*, réalisé par Safy Nebbou et de la pétition sur le droit à l'éducation à la Mairie de Paris

NOVEMBRE

Résolution adoptée contre la marchandisation de l'éducation par la conférence des chefs d'État et de gouvernement francophones

DROITS DE L'ENFANT, ENCORE DU CHEMIN !

2016 a été une année cruciale pour la France qui a été auditionnée par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU en janvier 2016. Pour cette audition, le collectif Agir ensemble pour les droits de l'enfant (55 membres) s'était fortement mobilisé en présentant un rapport alternatif collectif. À la suite de cette audition, la France a reçu en février des recommandations à mettre en œuvre dans les cinq années à venir... et il y a du travail !



« NOUS DEMANDONS (...) DE PRENDRE
DES MESURES POUR PROMOUVOIR
DES DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS
EFFICACES DE RÉGULATION DES ACTEURS
PRIVÉS DE L'ÉDUCATION. »

.....

**DÉCLARATION DE LA CONFÉRENCE
MONDIALE DE LA FRANCOPHONIE,
NOVEMBRE 2016**

AEDE a développé un réseau national d'enfants et de jeunes consultés sur l'application de leurs droits. Deux rencontres nationales ont été organisées en 2016 et une consultation nationale a été lancée pour recueillir leurs points de vue sur leurs droits. Elle sera intégrée dans le livre blanc d'AEDE qui paraîtra dans le cadre des élections de 2017.

Solidarité Laique est aussi membre du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge créé fin 2016 qui accueille un collègue associé d'enfants, et travaille en lien étroit avec le Défenseur des droits et la Défenseure des enfants. Solidarité Laique est également membre du comité d'entente pour la protection

de l'enfance, adhère à la plateforme Eurochild, réseau européen de défense et de promotion des droits de l'enfant. Nous sommes aussi membres du jury du concours « C ton droit ! » initié par la Mission laïque française, qui a valorisé en 2016 le « droit d'être entendus ». Un enjeu fort qui explique le partenariat plus étroit qui nous relie aujourd'hui à l'Anacej avec qui nous avons produit 25 propositions pour favoriser la participation des enfants et des jeunes.

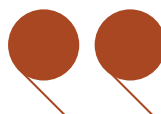
ENFANTS MIGRANTS : DIRE NON À L'INACCEPTABLE

Solidarité Laique, fortement impliquée sur le camp de Calais depuis 2015, est intervenue à de multiples reprises auprès des ministères concernés et



263 M
D'ENFANTS ET DE
JEUNES SONT PRIVÉS
D'ÉDUCATION.
Un quart d'entre eux
vivent dans une zone
en conflit

Tout enfant, qu'il soit étranger ou non, doit bénéficier du droit à la protection, du droit à l'éducation, du droit d'avoir des conditions de vie décentes. Le respect du droit commun a été notre seul refrain auprès des ministères et de l'Élysée, alors qu'on assistait au démantèlement du camp de Calais.



« EN MATIÈRE D'ÉDUCATION
ET DE FRANCOPHONIE, ELLE S'ATTACHERA
À ACCROÎTRE SIGNIFICATIVEMENT ET
DURABLEMENT LE FINANCEMENT
INTERNATIONAL DE L'ÉDUCATION DE BASE. »

.....

DÉCISION DU CICID, NOVEMBRE 2016.

de l'Élysée pour alerter sur les droits des enfants migrants et des mineurs isolés étrangers : droit à la protection, droit à l'éducation, droit d'avoir des conditions de vie décentes.

Le respect du droit commun a été son seul refrain alors que nous assistions au démantèlement du camp et aux conditions inacceptables dans lesquelles les enfants et leurs familles ont été traités.

Cette parole a été portée aussi sur les ondes dans plusieurs émissions sur France Culture, France Inter et Radio libertaire. Solidarité Laïque poursuit son plaidoyer en ce sens.

4 CHIFFRES CLÉS

39

Rendez-vous politiques de haut niveau pour la défense des droits et l'éducation

300

organisations de la société civile francophone signataires de l'Appel contre la marchandisation de l'éducation

9

CONFÉRENCES GRAND PUBLIC

2 hauts conseils nationaux auxquels Solidarité Laïque participe : le Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI) et le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA)



Le 4 mai, la Coalition éducation a organisé en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et l'OIF un colloque sur le financement de l'éducation. 400 participants ont répondu présents pour porter ce plaidoyer. À l'issue de cette rencontre, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, a annoncé la somme de 8 millions d'euros allouée au Partenariat éducation. Ici, Jean-Michel Severino, de l'I&P, ancien directeur de l'AFD.



L'accès à l'éducation va au-delà de la seule instruction des savoirs fondamentaux. Apprendre à vivre ensemble constitue un défi que nous devons relever. Ici, une activité organisée en Tunisie dans le cadre du programme Soyons actifs/actives.



Éduquer à la citoyenneté

Un centre de ressources pour les territoires



REPÈRES

Outils et animations pédagogiques, conférences, campagnes de mobilisation... Solidarité Laïque propose aux éducateurs des ressources pour accompagner les enfants, les jeunes et les familles sur leur parcours de citoyens du monde. Depuis 2015, l'équipe se renforce.

Les publics cibles sont situés dans les établissements scolaires, les centres

de loisirs, les centres sociaux et au cœur des territoires, via notamment nos délégations départementales. Droits de l'enfant, solidarité internationale, droit à l'éducation, lutte contre les discriminations et les racismes, nos sujets d'intervention sont multiples et s'adaptent aux publics. Solidarité Laïque anime aussi des ateliers de formation à destination des éducateurs, des professionnels ou des personnes relais sur ces enjeux de citoyenneté,

de développement durable, avec toujours un prisme international.

Toutes ces actions sont destinées à s'étoffer dans le cadre de notre projet associatif « Changer d'échelle à l'horizon 2020 ».

Elles contribueront aussi à renforcer et structurer notre maillage territorial.

DES PUBLICS PLUS NOMBREUX ET QUI SE DIVERSIFIENT

Solidarité Laïque s'est renforcée comme centre de ressources d'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité. Ce secteur, enrichi depuis 2015 du pôle Droits de l'enfant et, en 2016, d'un pôle Lutte contre les discriminations et le racisme

a produit un catalogue de l'ensemble de ses outils diffusé auprès de 1 500 éducateurs (également disponible sur le site, « entrée » réservée aux éducateurs.)

Les publics touchés sont divers : l'été, des ateliers sont proposés dans les centres de vacances aux familles soutenues par le dispositif Vacances et insertion, souvent en rupture de lien social. Toute l'année, des animations

d'éducation à la citoyenneté sont menées dans les établissements scolaires, centres de loisirs, centres sociaux.

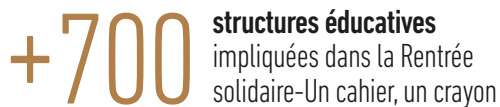
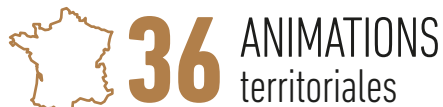
QUELQUES PRODUCTIONS ET DE NOUVEAUX PARTENARIATS

Le jeu de société « En avant vers la cité idéale » sur les droits de l'enfant et les discriminations a été diffusé à près de 600 exemplaires. Il représente bien la dynamique engagée par le groupe de travail interne sur les Droits de l'enfant fédérant 15 organisations membres.

Il a été conçu avec plusieurs partenaires dont 9 organisations membres : EEDF, Entraide Universitaire, FCPE, Fédération des APAJH, GREF, Ligue de l'enseignement-Fédération de Paris, MGEN, Mission laïque française, OCCE et UNSA Éducation. Un livret pédagogique intitulé « Stop aux discriminations, faisons respecter nos droits ! » l'accompagne.

Conçue et réalisée en collaboration avec l'historienne Marie-Claude Blanc-Chaléard et la BDIC, l'exposition *Immigrations, du XIX^e siècle à nos jours, en France* revient sur 200 ans d'histoire des populations immigrées qui ont fait et font encore la France.

5 CHIFFRES CLÉS





Plus de 80 000 enfants et jeunes se sont mobilisés pour les enfants du Liban. Un temps fort pour éduquer à la citoyenneté et à la solidarité internationale et s'ouvrir à d'autres réalités. Merci à eux et à leurs éducateurs !

Solidarité Laïque a noué plusieurs partenariats autour d'expositions comme *Attention travail d'Arabe!* (Remem'beur), *Ma France, parlons-en* (le Moutard), *Frontières* (Cité de l'immigration) ou *Sports et diversité* et *Images et colonies* (ACHAC). Des ouvrages ont aussi été coédités avec les éditions du Pourquoi Pas (conte pour enfant *En avant la Musique!*) et les éditions Magellan & Cie (*Enfants du monde*).

LA RENTRÉE SOLIDAIRE-UN CAHIER, UN CRAYON : BILAN

L'édition 2016-2017 s'est déroulée sous le haut patronage de la ministre de l'Éducation nationale et a été parrainée par le pédagogue Philippe Meirieu. Cette campagne de solidarité internationale et d'éducation à la citoyenneté a touché plus de 700 structures éducatives, des communes et plusieurs délégations départementales. 80 000 jeunes et enfants se sont mobilisés pour collecter des fournitures pour les écoles publiques du Liban qui accueillent les enfants les plus défavorisés du pays, et les réfugiés, dans des conditions matérielles difficiles et vétustes. Comme chaque année, la qualité et la créativité des enfants et des jeunes qui, accompagnés par leurs éducateurs, ont su mobiliser autour d'eux ont été remarquées : crêpes party solidaire, défis sportifs, expositions, vente de

livrets... Les éducateurs se sont appuyés sur le blog www.uncahierun crayon.org qui rassemble de nombreux supports pédagogiques. À noter cette année un renouvellement du partenariat avec Milan Presse et la production d'une courte vidéo d'animation pour les enfants *Un jour, une question : C'est quoi la Solidarité internationale ?*. Ce support est très apprécié des éducateurs lors des animations qu'ils organisent et nous permet, lorsque nous nous déplaçons dans les établissements, de présenter la Rentrée solidaire, et plus largement les actions de Solidarité Laïque, avec un support dynamique.

À la suite de la campagne 2015-2016 avec les enfants du Mali, plus de 75 tonnes de fournitures scolaires ont permis d'équiper 20 000 élèves dans 59 établissements, dont des écoles du Nord Mali. En partenariat avec l'Unesco, des cahiers représentant des sites maliens classés au Patrimoine mondial de l'humanité ont été confectionnés directement à Bamako.

RENFORCER LES COMPÉTENCES DES ÉDUCATEURS

Le Partenariat éducatif de solidarité internationale (PESI) concerne depuis 2015 tous les professionnels de l'éducation : étudiants des écoles supérieures d'éducation et d'enseignement, animateurs jeunesse,



AGENDA

MARS

Table ronde sur l'éducation à la citoyenneté internationale, en présence du Forum de la jeunesse Tunisienne (Salon de l'éducation).

Avec « Les Voix de la Paix » événement sur le dialogue inter-convictionnel (Mairie de Paris).

MAI

Conférence à La Rochelle en partenariat avec l'OCCE sur les droits de l'enfant « tous différents, tous égaux ». Jury du PIEED avec Étudiants et développement et France Volontaires.

SEPTEMBRE

Lancement de la Rentrée solidaire-Un cahier, un crayon pour le Liban

OCTOBRE

Distribution des fournitures scolaires au Mali. Partenariat avec l'Unesco.

Colloque sur les mineurs isolés étrangers et les Droits de l'Enfant (Lille).

NOVEMBRE

Exposition « Objectif Enfance » avec la CHD (Parvis de la mairie de Paris).

Semaine de la Solidarité Internationale. Salon de l'Éducation

Pour les animations et campagnes Pas d'éducation, pas d'avenir, PESI et PIEED, voir pages 53 et 54.



éducateurs spécialisés... Soutenu par la Casden, la Maif et la MGEN, le PESI promeut et consolide les pratiques professionnelles des éducateurs par un échange coopératif et une mise en perspective internationale des savoirs et défis. La dernière édition a soutenu huit projets. Par exemple, l'ESPE de Rouen et un complexe scolaire à Godomey au Bénin ont travaillé ensemble sur la mise en place d'une politique documentaire

entre enseignants béninois et étudiants du master de professeur documentaliste. Les travailleurs sociaux formés par les Ceméa Languedoc-Roussillon ont pu, quant à eux, confronter réflexions et pratiques avec des homologues ivoiriens, de l'Institut national de formation sociale d'Abidjan, sur la problématique « *comment promouvoir la citoyenneté et le lien social dans les pratiques de formation ?* »

34 outils pédagogiques sont disponibles dans ce catalogue. Jeux, expositions, animations, livres, il y en a pour tous les âges et sur toutes les questions citoyennes. Avec un principe : s'informer, comprendre et agir! disponible en ligne dans l'espace Éducateurs.



**Maintenant,
je sais que
j'ai le droit
d'avoir des
droits.**



À l'Hôtel de ville de Paris, le jour des attentats de Bruxelles de 2016. Carole Coupez, déléguée de Solidarité Laïque, prend la parole aux côtés de quatre femmes représentantes de divers courants convictionnels pour expliquer pourquoi elle est une « voix pour la paix ».



Les élèves du collège Jean Vilar à la Crèche (79) font leur rentrée solidaire!

FOCUS... EN AVANT VERS LA CITÉ IDÉALE

AVEC 11 DE NOS PARTENAIRES, NOUS VOUS PROPOSONS UN JEU DE SOCIÉTÉ À LA MANIÈRE DU TRIVIAL PURSUIT SUR LE THÈME DES DROITS DE L'ENFANT ET LES DISCRIMINATIONS. UN OUTIL PÉDAGOGIQUE LUDIQUE ET COOPÉRATIF, ADAPTÉ POUR LES ENFANTS DÈS 6 ANS !

Dans la cité idéale, tous les enfants ont accès à leurs droits et il n'y a plus de discriminations. Et pour la construire, il faut s'y mettre tous ensemble ! C'est de cette idée qu'est né le jeu de société « En avant vers la cité idéale ! », que nous avons produit avec neuf de nos organisations membres et deux partenaires impliqués avec nous sur les droits de l'enfant.

Sur le modèle du Trivial Pursuit, ce jeu de plateau propose des questions sur les droits de l'enfant et sur les discriminations afin de sensibiliser les jeunes. Il y a aussi des défis ludiques à relever ! Pour gagner, une seule recette : coopérer tous ensemble pour rassembler les éléments nécessaires à la construction d'une cité idéale.

Un livret d'activités gratuit est également disponible pour aller plus loin avec les enfants et leur proposer des jeux sur ces notions. Comme l'encourage l'article 12 de la Convention internationale des Droits de l'Enfant, nous invitons les enfants à s'exprimer sur leur réalité et souhaitons collecter leurs constats et propositions et pour lutter contre toutes formes de discriminations et promouvoir les droits de l'enfant.

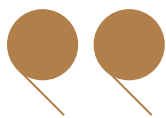
Nous rassemblerons ces paroles dans un « Manifeste des enfants » sur la question des discriminations qui sera publié en 2017 à l'occasion des élections.

Article publié sur www.solidarite-laique.com

et relayé sur  et 



Conçu avec plusieurs partenaires dont 9 organisations membres (EEDF, Entraide universitaire, FCPE, Fédération des APAJH, GREF, Ligue de l'enseignement-Fédération de Paris, MGEN, Mission laïque française, OCCE et UNSA éducation), ce jeu collaboratif sur les droits de l'enfant et les discriminations est disponible sur commande.



« INSCRIVEZ-VOUS À LA NEWSLETTER DÉDIÉE AUX ÉDUCATEURS QUI VOUS INFORMERA SUR LES CAMPAGNES EN COURS ET LES NOUVEAUX OUTILS PÉDAGOGIQUES ET LUDIQUES. »





Lutter contre les exclusions



REPÈRES

Depuis ses origines, le collectif Solidarité Laïque se mobilise pour lutter contre les injustices et les exclusions. Au quotidien, l'association agit dans les territoires avec des dizaines de partenaires territoriaux – associations et pouvoirs publics – et ses délégations territoriales. La complémentarité des acteurs génère des synergies qui

transforment des parcours de vie, créent du lien social et nourrissent des initiatives porteuses d'espoir. Dans les quartiers, dans les zones rurales, cet engagement doit, dans le cadre du projet à l'horizon 2020 de l'association, s'intensifier. Comme pour ses actions à l'international, l'objectif reste le même : le développement humain et social. Historiquement, Solidarité Laïque soutient le départ en vacances des

familles, des seniors et des jeunes en situation de fragilité. Avec l'arrivée des réfugiés, de nouvelles actions ont été engagées vers ces personnes que la France accueille si mal. Dans le camp de Calais, mais ailleurs aussi, bénévoles, partenaires, organisations membres s'engagent résolument pour apporter un peu d'humanité à ces personnes malmenées par la vie.

VACANCES ET INSERTION : LIEN SOCIAL, CITOYENNETÉ ET PARENTALITÉ

En partenariat avec l'Agence nationale pour les chèques vacances (ANCV), Solidarité Laïque déploie sur l'ensemble du territoire le programme Vacances et Insertion qui a permis cette année à 1 783 bénéficiaires (621 adultes, 942 enfants, 189 jeunes, 31 seniors) de partir en vacances.

L'occasion pour ces enfants et ces adultes en situation de fragilité de s'évader de leurs problèmes quotidiens, de resserrer les liens familiaux et, dans le cadre de la préparation de ces séjours et des animations proposées, de faire des vacances un levier d'insertion sociale. « La préparation du départ en vacances et le départ lui-même sont des temps propices au questionnement autour de la parentalité, à la redynamisation

des parcours de vie et à l'apprentissage de nouvelles compétences. Ces temps de partage et d'inclusion sociale sont des moments qui peuvent contribuer au plein exercice de la citoyenneté et à la construction du vivre-ensemble », explique une assistante sociale partenaire. Ainsi, en 2016, les animations proposées aux familles ont tourné autour de la lutte contre les discriminations. L'occasion de libérer la parole, de faciliter le dialogue intergénérationnel, de s'amuser et de se redécouvrir parfois. Elles ont concerné 150 personnes.



Des étudiants qui avaient campé à Calais ont pu rejoindre l'université de Lille. La délégation départementale du Nord, en lien avec la coordinatrice de l'école laïque du chemin des Dunes, Virginie Tiberghien, leur a remis ordinateurs et imprimantes pour leur permettre de poursuivre leurs études.

RÉFUGIÉS : RÉPONDRE PRÉSENT !

Avec l'arrivée des migrants, gérés de façon sécuritaire, alors que le pragmatisme et nos valeurs auraient supposé d'avoir une démarche prospective et empathique, Solidarité Laïque s'est mobilisée pour soutenir les initiatives de son réseau. La destruction du camp de Calais et de l'école laïque du chemin des Dunes a posé de nombreux problèmes sur le plan humain et sur le plan du droit, notamment quant



Partir en vacances, recréer du lien social, jouer ensemble, prendre du bon temps et reprendre confiance en soi. Ce temps-là est un droit que Solidarité Laïque et ses délégations départementales, en lien étroit avec les acteurs associatifs et publics de l'action sociale, contribuent à mettre en œuvre auprès des publics démunis.

à la prise en charge des mineurs isolés étrangers. L'intervention du centre de ressources InfoMIE, dont Solidarité Laïque est membre, a permis d'apporter des informations juridiques et de relayer un plaidoyer.

Concrètement, nous nous sommes mobilisés avec la Ligue de l'enseignement, la fédération des Pep et les Éclaireurs et éclaireuses de France pour améliorer les conditions d'accueil des migrants dans les centres d'accueil et d'orientation (CAO), grâce à des activités éducatives, sportives et culturelles. 80 étudiants qui avaient été suivis à l'école laïque du chemin des Dunes ont aussi été équipés de matériel informatique pour suivre leurs études à l'université de Lille.

DES MICROPROJETS POUR AGIR

Lutte contre le décrochage scolaire, valorisation des jeunes en difficultés, insertion sociale, sorties au vert, sensibilisation à la citoyenneté et à la solidarité internationale : le spectre des actions couvertes par ce soutien financier apporté à nos

partenaires est large. Ainsi, en 2016, des élèves d'une classe de troisième de Segpa sont partis à la rencontre de collégiens anglais avec qui ils ont partagé des moments d'échange et de créativité. En octobre, Solidarité Laïque a soutenu le Samely (Service d'accompagnement des mères lycéennes), un projet mis en place par les PEP 75. Ce projet innovant d'accompagnement des lycéennes enceintes dans leur suivi scolaire et autour du temps de la maternité avait

pour objectif de favoriser la continuité scolaire et de lutter contre les risques de décrochage. Pendant cinq jours, ces jeunes mamans et leurs bébés ont été accueillis au Pouliguen, en Bretagne. Les questions d'orientation, d'insertion et de soutien à la parentalité étaient au cœur du dispositif qui s'inscrit dans une dynamique de création de liens. Des ateliers ayant pour thème l'égalité hommes femmes et l'accès à la contraception ont été organisés durant le séjour.

4 CHIFFRES CLÉS

1 783 départs en vacances

8 microprojets en France

13 741 BÉNÉFICIAIRES (Vacances et insertion)

17 500 journées de vacances

À Cancale, la Ligue 35, avec le soutien de Solidarité Laïque, a organisé plusieurs activités sportives (ici un match de futsal) et culturelles pour favoriser la rencontre entre la population locale et les migrants expulsés de Calais et accueillis en CAO.



Pendant les vacances d'été, à la Turballe, des familles sont parties en vacances grâce au dispositif Vacances et Insertion en partenariat avec les PEP. Ici des enfants qui jouent avec le jeu de société coopératif En avant vers la cité idéale. Pour s'initier au fait qu'il est possible d'être solidaire et qu'il faut battre en brèche les stéréotypes.



30
DÉCEMBRE
2016

FOCUS... CANCALE : QUAND LE SPORT FAVORISE LA RENCONTRE ENTRE MIGRANTS ET JEUNES

À LA SUITE DU DÉMANTÈLEMENT DU CAMP DE CALAIS, 51 JEUNES SOUDANAIS ET ÉRYTHRÉENS ONT ÉTÉ ACCUEILLIS À CANCALE, EN BRETAGNE. POUR ROMPRE L'ISOLEMENT DE CES JEUNES, L'AMICALE LAÏQUE DE CANCALE SOUTENUE PAR SOLIDARITÉ LAÏQUE A MISÉ SUR LES RENCONTRES SPORTIVES.

« *Le sport ouvre un temps de partage sur un pied d'égalité. Les jeunes ont pu échanger entre eux en toute convivialité, commente Pierre Pascal de la Ligue de l'enseignement 35, à l'initiative du projet. Ce type de projet modifie la perception de l'accueil des migrants en créant un moment d'enrichissement mutuel.* »

Arrivés durant l'automne à Cancale, les jeunes Soudanais, hébergés dans

un Centre d'accueil et d'orientation (CAO), un ancien hôpital, restaient isolés. C'est pour favoriser les échanges avec la population locale que l'Amicale laïque de Cancale organisait le 20 décembre un tournoi sportif de solidarité mêlant migrants, jeunes Cancalais et Rennais. Pour soutenir l'action de ces associations, Solidarité Laïque a participé au financement de l'équipement et du matériel éducatif et sportif.

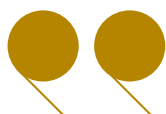
Repérée par le réalisateur et écrivain Mehdi Lallaoui, cette opération va faire l'objet d'un film. « *Ce film va s'appeler "Les N'autres", et racontera le parcours de ces Soudanais et Érythréens arrivés à Cancale.* » Un film attendu!

Article publié sur www.solidarite-laique

et relayé sur  et 

Avec l'arrivée des migrants, gérés de façon sécuritaire, alors que le pragmatisme et nos valeurs auraient supposé d'avoir une démarche prospective et empathique, Solidarité Laïque s'est mobilisée pour soutenir de nombreuses initiatives.

17 500 journées de vacances ont été financées dans le cadre du programme Vacances et Insertion.



« ACCOMPAGNER LA PARENTALITÉ,
REDYNAMISER DES PARCOURS SOCIAUX,
FAVORISER L'APPRENTISSAGE
DE NOUVELLES COMPÉTENCES,
C'EST AUSSI À CELA QUE SERVENT CES VACANCES
QUE NOUS COFINANÇONS POUR LES FAMILLES. »

.....
**YASMINE SADJI, RESPONSABLE
DES ACTIONS FRANCE À SOLIDARITÉ LAÏQUE.**



Agir dans les territoires

Focus sur quelques initiatives de délégations départementales



REPÈRES

C'est la diversité qui caractérise les actions de nos délégations départementales en région, mais toutes agissent dans le cadre d'orientations définies par l'Assemblée générale et mises en œuvre par le Conseil d'administration. Un lien régulier est établi avec les équipes du siège,

bénévoles et salariés ce qui permet de croiser les actions. Comme le précisent les statuts de l'association, « *les actions menées dans les départements sont soit d'impulsion nationale, soit d'origine locale* ». Chaque délégué départemental « *s'efforce d'associer dans l'action les représentants départementaux des organisations du collectif* » et leurs militants et bénévoles. Il rend compte

de ses actions dans un rapport d'activité et financier annuel et réunit une Assemblée plénière une fois par an.

En 2016, l'implication des délégations et de leurs militants s'est encore accrue. Elle sert toute action visant à créer un monde plus solidaire en France comme à l'international, en lien avec nos programmes et nos microprojets.

DES JEUDIS DE LA SOLIDARITÉ ACTIFS

Les Jeudis de la solidarité sont des temps forts pour mettre en débat des thèmes d'actualité liés à la solidarité, à la laïcité et aux droits de l'Homme. C'est à chaque fois l'occasion de fédérer les militants des organisations membres et de s'ouvrir à de nouveaux publics, y compris à la presse locale.

– En 2016, la **délégation départementale du Nord** a proposé deux thèmes à la réflexion : « Solidarité internationale : quelles réciprocitys ? » et « Mineurs isolés étrangers, mineurs non accompagnés et la Convention internationale des droits de l'enfant ». Cette dernière conférence s'est déroulée en présence de Maître Dewaele, avocate spécialisée, de Virginie Tiberghien, coordinatrice à l'école laïque du chemin des Dunes et de Thierry Denoyelle, directeur académique adjoint des services de l'Éducation

nationale du Nord et de Florine Pruchon, chargée de mission droits de l'enfant à Solidarité Laïque.

DES EXPOSITIONS CONTRE LE RACISME, AUTOUR DES DROITS DE L'ENFANT...

Plusieurs délégations départementales ont organisé des animations autour des expositions ou des films que propose Solidarité

Laïque dans le cadre de ses actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité.

– La **délégation départementale de la Creuse**, en partenariat avec Amnesty International et des artistes locaux, a exposé à Guéret des travaux d'enfants qui se sont exprimés sur leurs droits et le chemin qu'il restait à parcourir pour les faire respecter. Enfants migrants, travail des enfants, situation

La délégation départementale du Nord a organisé deux Jeudis de la Solidarité. Ici, le plateau réuni autour de la question des mineurs isolés étrangers et des mineurs non accompagnés.



Lors du match de rugby La Rochelle-Toulouse, 15 000 spectateurs ont été informés de l'action de Solidarité Laïque grâce à l'organisation d'une tombola pour Haïti (voir page suivante).



des mineurs non accompagnés, droit à l'éducation, aux loisirs et aux jeux... ils se sont emparés de ces thématiques pour les faire connaître à un public qui a répondu présent. Des ateliers de sensibilisation et d'éducation aux droits de l'enfant ont été également organisés pour les enfants des centres de loisirs de Guéret : lecture, quiz, dessins...

MOBILISÉS POUR LA RENTRÉE SOLIDAIRE

Des dizaines de délégations se sont impliquées pour mobiliser les établissements scolaires sur cette opération de solidarité et d'éducation à la citoyenneté. Diffusion de l'information, publicité sur les marchés, rencontre des directeurs d'établissements et des fédérations des parents d'élèves... les initiatives ont été nombreuses.

– La délégation départementale des

Vosges est intervenue dans cette campagne au centre culturel de Golbey pour une animation avec les enfants de l'école autour d'un « Trivial Pursuit » en taille humaine autour du Liban.

– La délégation de la Vienne en relation avec le lycée de Civray a organisé en novembre une vente de pralines pour les écoliers du Liban. Les passants ont pu être informés de la situation de ces jeunes libanais et de la documentation sur Solidarité Laïque a été fournie. Cette opération de vente de friandises a été renouvelée en décembre à la salle des fêtes de Civray.

– La délégation d'Eure-et-Loir a animé un stand Crêp'Solidaires à Chartres, afin de relayer l'opération nationale « Un cahier, un crayon ». En échange d'un crayon ou d'un cahier, chacun a pu déguster une crêpe préparée par les bénévoles de la délégation départementale.



« LES INITIATIVES FOISONNENT

DANS LES TERRITOIRES.

C'EST L'OCCASION DE RASSEMBLER

DES MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME

ET DE SE FAIRE CONNAÎTRE AUPRÈS

D'UN PUBLIC PLUS LARGE. »

.....
ROLAND BIACHE

FOCUS... MATCH LA ROCHELLE-TOULOUSE : SOLIDARITÉ LAÏQUE SORT VAINQUEUR !

À L'OCCASION DU MATCH DE RUGBY QUI OPPOSAIT LE STADE ROCHELAIS AU STADE TOULOUSAIN, SOLIDARITÉ LAÏQUE A ÉTÉ MISE À L'HONNEUR GRÂCE À LA MOBILISATION DE LA DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DE SOLIDARITÉ LAÏQUE 17.

Plus de 15 000 spectateurs étaient réunis pour voir s'affronter les deux fameuses équipes de rugby. Une occasion en or pour faire connaître Solidarité Laïque et faire passer un message de solidarité à l'égard des enfants de Haïti touchés par l'ouragan Matthew. Cette délégation était en effet investie de longue date auprès de plusieurs centres éducatifs où des enfants sont parrainés par des donateurs de l'association. Construction de bibliothèque, aménagement d'espaces éducatifs

et de coins lecture, soutien pratique et financier, la délégation a vu en une journée beaucoup de ses efforts annihilés par cette catastrophe naturelle. Il fallait donc réagir !

En début de match deux annonces ont été diffusées dans le stade pour proposer aux supporters de participer à une tombola solidaire. Bilan : 944 billets vendus !

« On n'a jamais eu une telle participation, commente Roland

Biache, délégué général de Solidarité Laïque. Des lycéens se sont également impliqués dans l'opération et ont distribué des dépliants, c'est un très bel élan de solidarité ! »

Article publié sur www.solidarite-laique

et relayé sur  et 



Trivial Pursuit organisé par la fédération des Vosges autour du Liban, en lien avec la campagne La Rentrée solidaire-Un cahier, un crayon.



Travaux d'enfants réalisés lors d'une animation autour des droits de l'enfant et notamment des enfants migrants par la fédération de la Creuse.

20 délégations impliquées dans le dispositif Vacances et Insertion

- | | | |
|------------------------|--------------------|---------------------------|
| 13- Bouches-du-Rhône | 57- Moselle | 87- Haute-Vienne |
| 15- Cantal | 59- Nord | 88- Vosges |
| 23- Creuse | 62- Pas-de-Calais | 90- Territoire de Belfort |
| 26- Drôme | 69- Rhône | 91- Essonne |
| 44- Loire-Atlantique | 70- Haute Saône | 92- Hauts-de-Seine |
| 49- Maine-et-Loire | 71- Saône et Loire | 94- Val-de-Marne |
| 54- Meurthe-et-Moselle | 86- Vienne | |

AUTOUR DE VACANCES ET INSERTION

20 délégations départementales se sont impliquées en 2016 dans le déploiement du dispositif Vacances et Insertion sur le territoire national. Grâce à ce dispositif, les délégués ont la possibilité d'entrer en contact avec des groupes locaux (associations, équipements de quartiers...) qui accompagnent des familles futures bénéficiaires. Elles facilitent ainsi un maillage territorial qui génère du lien social que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural.



AGIR À L'INTERNATIONAL

LES PROGRAMMES
PLURIACTEURS
P.31

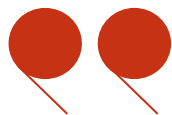
LES MICROPROJETS
P.52

LE PARRAINAGE
ÉDUCATIF
P.56



LES PROGRAMMES PLURIACTEURS

L'année 1 de notre plan stratégique à l'horizon 2020 s'est écoulée. En 2016, nous pouvons noter une évolution significative à travers plusieurs résultats.



« LA DIVERSITÉ DE NOS PARTENAIRES ET L'ESPRIT DE CONCERTATION CARACTÉRISENT NOTRE FAÇON D'AGIR. EN 2016, SOLIDARITÉ LAÏQUE REPRÉSENTAIT PRÈS DE 400 ORGANISATIONS PARTENAIRES MOBILISÉES SUR LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. »



FÉDÉRER DES ACTEURS DU CHANGEMENT ET FAVORISER LES DYNAMIQUES

Le programme pluriacteurs en Tunisie (Soyons actifs/actives) a officiellement démarré. 67 membres franco-tunisiens ont rejoint la dynamique, 20 projets autour de l'éducation, de l'ESS et de l'insertion socioprofessionnelle sont engagés et la reconnaissance de ce programme complexe a fait un saut en avant.

Le programme en Afrique de l'Ouest (Tous pour une éducation de Qualité – Top Eduq) entame sa dernière ligne droite avec des changements majeurs dans son approche visant plus de proximité avec les acteurs locaux, dans ses activités et dans sa stratégie d'intervention.

Le programme en Haïti (Programme collectif pour le développement de l'éducation et du dialogue social en Haïti – Procehdh) avec la création de quatre communautés éducatives et la publication du guide syndical unitaire. Plus largement, 2016 est synonyme d'expansion pour la zone Caraïbes-Amérique Latine qui devrait voir deux nouveaux programmes s'ouvrir : éducation en post-urgence en Haïti et programme d'éducation à la paix en Colombie. Deux projets pour lesquels Solidarité Laïque sera chef de file des dynamiques collectives.

En Asie, le programme à Sri Lanka (Éducation et gouvernance dans la province de l'Est) s'est terminé et ouvre de nouvelles perspectives plus ambitieuses à l'échelle nationale. Grâce au soutien de ses organisations membres, Solidarité Laïque a également ouvert un programme post-urgence au Népal, à la suite des séismes survenus en 2015. Programme visant à réhabiliter et équiper des infrastructures éducatives et d'accueil d'enfants des rues.

En parallèle, sur nos programmes, quatre volontaires de Solidarité Internationale ont été déployées sur le terrain (Tunisie, Maroc, Burkina Faso et Sénégal) pour venir appuyer les équipes locales.

DÉVELOPPER NOS EXPERTISES, INVESTIR LES COLLECTIFS

Le secteur international a entamé un chantier de mobilisation des organisations membres autour de nos actions à l'international. Les objectifs : mieux se connaître pour mieux travailler ensemble, élargir nos champs de compétences sur les nouveaux programmes et fédérer nos membres autour d'enjeux communs. Ce chantier permettra, à terme, de remettre sur pied les comités des zones géographiques ayant pour objectif d'établir les grandes orientations et les méthodes d'intervention.

Un partenariat avec Sciences Po a mobilisé neuf étudiant(e)s, pour nous appuyer sur le chantier de prospection. Leur objectif est de venir alimenter les réflexions sur des éléments contextuels ou encore des dynamiques initiées par les acteurs locaux sur les thématiques suivantes : déperdition scolaire, jeunesse/nouveaux métiers et éducation urgence/migration.

Solidarité Laïque a également été moteur dans une dynamique de consortium réunissant de nombreuses ONG françaises œuvrant dans le champ de l'éducation. Au programme : interconnaissance (mise en place d'une cartographie), définition des complémentarités dans les approches, méthodes et expertises, création de projets en consortium. Cette dynamique permettra à Solidarité Laïque et à ses membres de mettre à disposition leurs savoir-faire, mais également de les renforcer et de s'ouvrir à de nouveaux pays.

ET TOUJOURS, LA CONCERTATION À LA CLÉ

Plus que jamais, Solidarité Laïque entend agir en concertation avec les acteurs locaux et l'ensemble des partenaires qui œuvrent pour un monde plus solidaire et plus juste. À un moment où le repli identitaire gagne du terrain partout dans le monde, nous avons la conviction que le Sud et le Nord ont chacun un rôle à jouer pour l'autre.



Tunisie

32 projets financés depuis la Révolution



REPÈRES LE PROGRAMME EN BREF

Depuis la révolution de 2011, la société civile tunisienne se bat courageusement pour la transition démocratique, la défense des libertés fondamentales, le dialogue civil, la participation citoyenne et l'accès aux droits économiques et sociaux. Le programme Soyons actifs/actives que coordonne Solidarité Laïque depuis 2012 mobilise à ce jour 67 organisations membres – associations,

syndicats, collectivités territoriales et pouvoirs publics – qui luttent contre les inégalités et pour la dignité de chacun et chacune.

Après deux années de diagnostic citoyen sur les inégalités en Tunisie et une année transitoire qui a permis de définir les objectifs et les modalités d'action de ce collectif, 2016 a été l'année du lancement de quatre appels à projets qui ont tous vocation à se dérouler dans les territoires relégués depuis des années : zones rurales et périphéries des grandes

villes. En 2016, 16 projets fédérant des dizaines d'acteurs locaux et de membres de Solidarité Laïque ont été retenus autour des trois thématiques phares du programme : l'éducation, l'insertion socioprofessionnelle et la démocratie participative. Ils contribueront concrètement à changer la situation des enfants, des jeunes chômeurs, des femmes rurales et des citoyens les plus vulnérables.

7 CHIFFRES CLÉS



15 territoires mobilisés en Tunisie

67 membres

16 nouveaux projets financés



14 000 CITOYENS BÉNÉFICIAIRES



6 territoires mobilisés en France



2 conventions avec des ministères

9 salariés

LES POUVOIRS PUBLICS AU RENDEZ-VOUS

En mars, c'est à Tunis que le programme Soyons actifs/actives a été lancé en présence de Monsieur Ayrault, ministre français des Affaires étrangères et des ministres tunisiens de l'Éducation et de la Formation professionnelle et de l'Emploi, Monsieur Jalloul et Monsieur Laadhari.

En juillet 2016, une nouvelle convention a été signée avec le ministère de l'Éducation nationale. Une étape clé pour intervenir dans les établissements scolaires où les membres français et tunisiens proposent notamment des activités de sensibilisation aux droits de l'homme et à la démocratie et améliorent les conditions de scolarisation.

Cette mobilisation des pouvoirs publics s'est déployée en France, en octobre, à Choisy-le-Roi (94), lors de la réunion du comité de pilotage du programme. Comme pour les membres tunisiens,

Lors du lancement officiel du programme en mars à Tunis, Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères, rappelait que « la société civile est le meilleur défenseur de la révolution tunisienne » et que ce programme participatif allait « redonner confiance à des jeunes qui s'impatientent mais qui ont des idées ». Ici en présence des ministres tunisiens de l'Éducation et de la Formation professionnelle et de l'Emploi.



la municipalité et la société civile de Choisy-le-Roi ont à cœur d'organiser un dialogue actif entre toutes les parties prenantes, qui est la condition d'une démocratie locale vivante et porteuse de paix et d'insertion. Ce temps fort a donc été l'occasion de partager sur ces pratiques, « ici et ailleurs ». L'occasion aussi pour les représentants du programme de prendre la parole sur les ondes de RFI, dans l'émission « 7 milliards de voisins ».

UN COLLECTIF MOBILISÉ QUI RÉPOND À DES BESOINS

En 2016, la Tunisie engage plusieurs chantiers qui sont au cœur des enjeux du programme Soyons actifs/actives : réforme du système éducatif, loi sur l'économie sociale et solidaire, mise en œuvre d'une stratégie jeunesse et pour l'emploi, lutte contre la radicalisation des jeunes...

Le programme a connu un fort essor en 2016 : 16 organisations nouvelles, une

équipe salariée enrichie de 4 personnes et des partenariats avec les collectivités territoriales, les pouvoirs publics et les associations locales qui se sont multipliés. Début 2017, les demandes d'adhésion au programme étaient encore nombreuses, ce qui prouve que cette action concertée mêlant des acteurs de natures et de tailles diverses est porteuse d'espoirs pour le pays.

16 PROJETS EN COURS

La première phase de ce PCPA a pour but d'expérimenter des projets pilotes pour valoriser les compétences locales. La nouvelle Tunisie démocratique se vit dès l'école. C'est le souhait des scouts Tunisiens et du Tunisian Forum for Youth Empowerment qui mènent des projets auprès de collégiens tunisiens. Le projet « Dans mon école, je suis actif/active », qui intervient dans trois établissements marginalisés de la région de Sfax, consiste à impliquer les élèves dans l'amélioration des conditions de



AGENDA

MARS

Assemblée générale en présence de 3 ministres

JUILLET

- réunion du comité de pilotage à Kasserine
- formation de 10 animateurs tunisiens par les Francas

OCTOBRE

réunion du comité de pilotage à Choisy-le-Roi, autour du dialogue concerté entre les pouvoirs publics et le tissu associatif

AVRIL, JUIN, SEPTEMBRE ET DÉCEMBRE

lancement de 4 appels à projets.

scolarisation. Pour cela, les élèves se sont concertés et ont choisi trois projets : l'installation de l'électricité dans la cour, l'élevage de lapins et le développement d'une application mobile pour une meilleure communication entre les parents et la direction de l'établissement. Du côté de la Manouba, dans le Grand Tunis, le Tunisian Forum for Youth Empowerment, en partenariat notamment avec la Ligue de l'Enseignement, anime le projet « Élèves et étudiants Ambassadeurs de citoyenneté et des droits de l'Homme » qui a pour objectif la création de clubs de citoyenneté et de droits de l'Homme dans les collèges, lycées et universités du gouvernorat. Ces deux projets sont le reflet d'une école tunisienne qui s'ouvre vers les associations et l'intégration des valeurs de démocratie et de droits humains, indispensables pour ancrer durablement le vivre ensemble.

Un jeune qui participe, avec des centaines d'autres, au projet « Élèves et étudiants ambassadeurs de citoyenneté et des droits de l'Homme » initié par le Tunisian Forum for Youth Empowerment et appuyé par le programme Soyons actifs/actives. En partenariat avec Younga Solidaire, la Ligue de l'enseignement, l'association Étudiants et développement et la délégation régionale de l'Éducation de la Manouba et de Sfax.

Des représentants du programme ont été invités en octobre à l'émission d'Emmanuelle Bastide (à droite), « 7 milliards de voisins » sur RFI. Une émission intitulée « Quel rôle pour la société civile en Tunisie ? »



26
MARS
2016

FOCUS... 5 ANS APRÈS LA RÉVOLUTION TUNISIENNE, REMPORTEZ LE PARI DÉMOCRATIQUE

RETOUR SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU PROGRAMME À TUNIS, EN PRÉSENCE DE TROIS MINISTRES ET DE NOMBREUX REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TUNISIEENNE.

« À l'origine de la révolution politique tunisienne, il y avait une demande : droit à ne pas avoir faim, droit à avoir un logement décent et un travail. C'est à cela qu'il faut s'atteler ! », expliquait, le 25 mars dernier à Tunis, Salwa Kennou, présidente de l'association Afturd, membre du programme, qui milite pour améliorer la condition des femmes tunisiennes.

Une conviction que partagent les trois ministres qui étaient au rendez-vous pour lancer le programme de coopération franco-tunisien. À cette occasion, le ministre

français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault a tenu à assurer les organisations de la société civile de son soutien à ce programme de lutte contre les inégalités dont Solidarité Laique est chef de file : « La société civile est le meilleur défenseur de la révolution tunisienne et je suis heureux de voir que les associations, les syndicats et les pouvoirs publics se mobilisent dans les territoires sur des projets très concrets qui vont redonner confiance à des jeunes qui s'impatientent mais qui ont des idées ». Il a aussi souligné qu'il était « fier d'avoir vu

sur le terrain l'engagement concret de Solidarité Laique, de ces hommes et de ces femmes qui s'impliquaient personnellement dans un programme participatif et de coopération soutenu par l'Agence française de développement ».

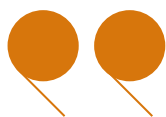
Article publié sur www.solidarite-laique

et relayé sur  et 

Le projet « Appui aux jeunes talents à l'entrepreneuriat dans le champ de l'ESS », porté par l'association Création et Créativité pour le Développement et l'embauche et appuyé par Soyons actifs/actives, se déroule en partenariat avec l'Institut méditerranéen de formation et recherche en travail social et la Manufacture coopérative. Ici, signature de la convention de partenariat le 26 juillet 2016 avec le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi



Le programme de coopération et de lutte contre les inégalités est largement implanté dans le pays.



« NOTRE RÔLE EST DE FACILITER LA MOBILISATION DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TUNISIENNES QUI VEULENT FAIRE VIRE LA DÉMOCRATIE. »

GUILHEM ARNAL,
RESPONSABLE TUNISIE, SOLIDARITÉ LAÏQUE.



**Avec 35 % de
jeunes chômeurs, nous
devons prendre notre
destin en main!**

**Un membre du programme
Soyons actifs/actives**



Maroc

La jeunesse, actrice du changement dans les territoires



REPÈRES LE PROGRAMME EN BREF

C'est à 2002 que remonte l'origine de ce programme tourné vers la jeunesse, le « Programme concerté Maroc ». Clôturé en 2014, il fédérait 591 organisations de la société civile, des dizaines de collectivités territoriales et d'organismes publics. En 2011, il a donné lieu au premier réseau marocain pour la jeunesse, le Remajec

(réseau marocain de jeunesse et de concertation), qui réunit aujourd'hui 66 organisations de jeunesse et 48 conseils locaux de jeunes. L'enjeu : permettre à la jeunesse de devenir actrice du changement.

Pour renforcer l'influence des jeunes sur les politiques publiques et leur participation à la vie du pays, il fallait, avec les acteurs locaux, réseaux associatifs, organisations moyennes ou très locales, créer des espaces de dialogue avec les pouvoirs publics,

mais aussi renforcer les capacités des organisations et peu à peu faire la preuve que cette participation est une clé pour la démocratie et l'insertion socio-économique des jeunes.

Aujourd'hui, Solidarité Laique accompagne le programme Jeunesse en action (JAD) pour la démocratie financé par l'Agence française du développement, divers bailleurs et les donateurs de Solidarité Laique. Une suite logique du PCM qui vise à donner de l'autonomie au Remajec.



Les 48 conseils de jeunes suivent régulièrement des formations pour améliorer leur prise de parole, leur communication et le travail de plaidoyer à conduire auprès des pouvoirs publics. Ici, une formation qui a eu lieu de 4 mai 2016 sur la communication.

UN RÉSEAU BIEN IMPLANTÉ

Les 66 organisations adhérentes du réseau sont réparties sur l'ensemble du territoire. Elles sont représentatives de la société civile car très diverses tant par leur taille que par leur cœur d'activité. Associations de quartier, petites associations rurales ou associations nationales comme le Mouvement Twiza ou Tofola Chaâbia, elles travaillent sur des problématiques critiques pour le pays ou les régions où elles sont implantées : situation des jeunes femmes, autonomie et accès aux droits, respect de l'environnement, emploi et économie sociale et solidaire (via, par exemple, la création de coopératives), ou encore citoyenneté et sensibilisation aux droits de l'Homme. Ensemble, elles travaillent sur trois thématiques : plaidoyer et influence des politiques publiques, citoyenneté et formation.

LE DIALOGUE AVEC LES PARTENAIRES SE RENFORCE

En 2016, la délégation interministérielle des droits de l'Homme a financé un

Chantier de jeunes à Larache – Nettoyage des plages en partenariat avec la Ligue de l'Enseignement des Bouches-du-Rhône en août 2016.



projet porté par le Remajec qui vise à renforcer le plaidoyer local pour les droits économiques et sociaux des jeunes. À la fin de l'année, une convention avec le ministère de la Jeunesse et des Sports était en passe d'être signée, signe de la reconnaissance du rôle du Remajec en faveur de la jeunesse.

Des liens ont été tissés aussi avec le Conseil national des droits de l'Homme, le CNDH coordinateur de la COP 22 pour la société civile. Son président, Driss El Yazami, est un fervent soutien de cette dynamique d'engagement des jeunes, comme il a pu le souligner lors du Congrès de la Mission laïque française à Casablanca. Une bonne nouvelle pour terminer 2016, la commune de Larache a validé la proposition d'institutionnaliser le Conseil communal des jeunes de Larache. Un succès du plaidoyer porté par le Remajec en faveur de la reconnaissance des conseils de jeunes au Maroc.

LA COP 22 : UN ENGAGEMENT SANS RÉSERVE

Ce rendez-vous mondial a été préparé dès janvier 2016 dans

le cadre du forum Jeunesse en action pour la démocratie autour de deux thématiques : la lutte contre la radicalisation des jeunes et la mobilisation sur les questions environnementales. Associations et conseils de jeunes du réseau ont alors imaginé des actions : campagnes zéro déchets, recyclage des plastiques et du verre, répertoire des actions entreprises en faveur du développement durable... Un appel à projets émis en avril a permis de soutenir 14 projets environnementaux.

Par ailleurs, la fédération des Bouches du Rhône de la Ligue de l'enseignement, membre de Solidarité Laïque, a conduit avec le Conseil de jeunes de Larache, au nord du Maroc, un chantier de jeunes pour nettoyer les plages. L'occasion de créer des liens de part et d'autre de la Méditerranée. Le Remajec et des organisations qui avaient été membres du Programme concerté Maroc ont aussi rejoint « l'Alliance marocaine pour le climat et le développement durable » représentée à la COP 22 pour porter la voix des jeunes venus de la société civile.



AGENDA

JANVIER

Forum JAD « Lutte contre la radicalisation des jeunes » et « Jeunesse et environnement »

MARS

Rencontres territoriales des conseils de jeunes à Khémisset, Ain Chouater, Agadir et Mejjat

AVRIL

Appel à projets pour les conseils de jeunes. 14 projets retenus.

AOÛT

Chantier de jeunes (Ligue de l'enseignement/ conseil de jeunes de Larache)

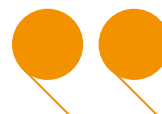
NOVEMBRE

COP 22 à Rabat

LA DÉMOCRATIE : UNE DÉTERMINATION SANS FAILLE

Comment impliquer davantage les jeunes dans la vie citoyenne? Lors du congrès de la Mission laïque française (MLF) intitulé « L'école apprend la

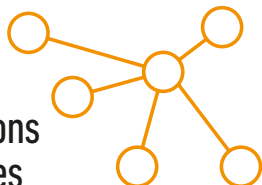
citoyenneté », quatre représentants de la Coordination nationale des conseils de jeunes (CNCJ) ont participé au débat avec Edgar Morin et le président du CNDH. Ils ont présenté les actions qu'ils conduisent dans leur municipalité. Plusieurs d'entre eux ont aussi participé au forum des Jeunes leaders à Essaouira et au congrès de l'Anacej à Strasbourg.



« LA MOBILISATION DES JEUNES DANS LA CITÉ EST UN ENJEU MAJEUR POUR LA DÉMOCRATIE. CE RÉSEAU DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE JOUE UN RÔLE ESSENTIEL. »

4 CHIFFRES CLÉS

66
associations
adhérentes



19 PROJETS DE
CONSEILS DE
JEUNES soutenus
en 2016

9 RÉGIONS
représentées
sur **12**



48 conseils de jeunes



Participation des conseils de jeunes au congrès de la Mission Laïque française en mai 2016, en présence d'Edgar Morin, qui a rappelé « ce qu'est être citoyen ».



Conseil d'administration du Remajec en juin 2016.

FOCUS... MAROC : UNE JEUNESSE DÉTERMINÉE À AGIR

À LA SUITE DU PROGRAMME INITIÉ EN 2002, 48 CONSEILS DE JEUNES SONT AUJOURD'HUI ACTIFS DANS LE PAYS. FOCUS SUR UNE ACTION QUI A RÉVEILLÉ LE DÉSIR DE CITOYENNETÉ...

« Lors des dernières élections locales, on a vu dans les bureaux de vote des personnes qu'on ne voyait pas avant », explique Mustapha Lamrani, trésorier du Réseau marocain de jeunesse et de concertation (Remajec). Un constat qui a été fait dans plusieurs régions où s'activent des jeunes de 15 à 30 ans soucieux de prendre en main leur destin. « Les conseils de jeunes qui ont été créés ont permis de booster la vie citoyenne », explique Alice Tawil, responsable Maroc à Solidarité Laïque. Parmi les sujets traités par ces conseils, la mobilité des jeunes dans les régions

reculées, l'insertion professionnelle et l'accompagnement à la recherche d'emploi ou encore la participation politique reviennent souvent.

DE JEUNES CITOYENS ENGAGÉS

À Taroudant, plusieurs membres du Conseil de jeunes ont ainsi rencontré les candidats qui se présentaient aux élections. Ils les ont interrogés sur leur vision de la jeunesse et leur programme politique, puis ont diffusé les courts-métrages sur Youtube. Une idée originale qui a rencontré un franc succès avec

des centaines de consultations et, à la clé, une augmentation de la participation aux élections. « Mais il faut aussi noter que depuis, plusieurs membres du Conseil de jeunes se sont présentés. Certains ont même été élus ! » souligne Alice Tawil.

Article publié sur www.solidarite-laique

et relayé sur  et 



À Salé, en mai, des jeunes sont venus se former au plaidoyer et au dialogue avec les pouvoirs publics.



Participation des conseils de jeunes à la COY12 (Conference of Youth) 12 sur le climat avant la tenue de la COP22 du 28 au 30 octobre 2016.



Afrique de l'Ouest

En capacité de défendre l'accès à l'éducation!



EN BREF

En Afrique de l'Ouest, plus de 35 % des enfants ne sont toujours pas scolarisés, 30 % ne terminent pas le cycle primaire (plus d'un sur deux au Burkina), un tiers des enseignants du primaire ne sont pas formés et seuls 20 % des enfants ont accès au niveau préscolaire (3 % au Mali et au Sénégal). Faire entendre la cause de l'éducation et la mettre en œuvre est urgent !

Acteur de changement pour l'accès à une éducation de qualité en Afrique de l'Ouest, Solidarité Laïque intervient en soutien des organisations de la société civile, à travers le financement de microprojets, de plusieurs centres éducatifs et dans le cadre d'un programme pluriacteurs régional.

Depuis 2005, Solidarité Laïque est ainsi le chef de file d'un programme riche de 160 organisations éducatives de cinq pays

(Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et France). Le programme Top Eduq « Tous et toutes pour une éducation de qualité », qui s'achèvera en 2018, est la dernière phase de ce projet qui renforce l'autonomie et les capacités d'intervention et de plaider de ces réseaux. Transformer les pratiques éducatives pour permettre à davantage d'enfants et d'adultes d'accéder à une éducation de qualité suppose en effet de mobiliser des moyens et donc de sensibiliser les pouvoirs publics.

5 CHIFFRES CLÉS

1 sur 3 1 ENFANT SUR 3 n'est pas scolarisé

1/3 des enseignants ne sont pas formés

500 cadres associatifs formés

400 projets financés

200 000 BÉNÉFICIAIRES

L'année a permis de capitaliser sur 130 projets qui ont amélioré la qualité de l'éducation ou l'accès à l'éducation. Femmes analphabètes, adultes et jeunes handicapés, tout-petits, mais aussi enfants issus de familles très démunies ont été les premiers bénéficiaires de ces actions destinées à être démultipliées dans les territoires. Les thématiques éducation de base, handicap, petite enfance, éducation non-formelle structurent ces activités car ce sont les défis majeurs auxquels font face ces pays. Solidarité Laïque soutient aussi une dynamique régionale en favorisant les échanges de pratiques qui ont fait la preuve de leur efficacité. Mise en place d'activités génératrices de revenus dans un centre qui accueille des personnes en situation de handicap et manque de financement, ou création de coins lecture pour favoriser les apprentissages. En septembre 2016, la Foire aux savoirs a rassemblé 40 membres du programme, ainsi que des représentants de l'Agence française de développement, des ministères de l'Éducation, de France Volontaires et de nombreux journalistes.



Lors des rencontres franco-africaines organisées à l'automne, tous les membres du programme sont venus présenter leurs activités et leur plaidoyer lors d'une « foire aux savoirs ». Ici, une revendication sur le droit à l'éducation pour tous les enfants.

Un temps fort pour échanger sur tous les projets en cours, de la formation d'animateurs en conception d'outils pédagogiques (Bénin), au soutien de l'action de mères éducatrices au Burkina Faso pour lutter contre la déperdition scolaire, en passant par l'organisation d'une semaine nationale de sensibilisation sur l'éducation pour la petite enfance au Sénégal.

TOP EDUQ, CAP SUR L'AUTONOMIE

Dernière ligne droite d'un programme pluriacteurs ambitieux, Top Eduq mobilise maintenant son énergie sur l'autonomisation des trois pays impliqués dans la dernière phase (Burkina, Sénégal et Bénin). Recherche de financements, renforcement organisationnel, capacité à convaincre les bailleurs et les pouvoirs publics sont les objectifs des deux années à venir. Une cartographie des principaux bailleurs a été réalisée et des rencontres avec les partenaires de la coopération décentralisée et les institutions internationales (ONU, banque

mondiale, fondations d'entreprise) ont eu lieu. Une réflexion est en cours aussi sur la capacité des trois réseaux à proposer une ingénierie de formation aux acteurs de l'éducation, ce qui peut assurer une source complémentaire de financement. L'objectif : finaliser le modèle économique de chaque réseau et lui assurer une pérennité.

Dans le dernier semestre 2016, chaque réseau a déposé trois demandes de financement. Au Bénin, le Radeb a poursuivi sa collaboration avec l'ambassade de France et propose son appui à différents bailleurs, dont l'ambassade du Japon, en matière de formation des acteurs de l'éducation qui souhaitent améliorer leur efficacité. Au Burkina Faso, le Rodeb a engagé de nouvelles collaborations avec des ONG, comme Plan international et le Credo. Au Sénégal, le CNDRE-AO a déposé plusieurs projets auprès d'EuropeAid et approfondi ses liens avec la Confemen et le ministère de l'Éducation. Top Eduq aide par ailleurs les trois réseaux et leurs membres à mieux communiquer et

à valoriser leurs actions, *via* notamment les supports vidéo.

AU MALI ET AU NIGER

Grâce à ses donateurs, les actions commencées au Mali en 2005 se poursuivent via un financement sur fonds propres de Solidarité Laïque dans le cadre du programme Eduq + Mali. Une convention sera signée début 2017. Concrètement, le réseau malien cheminera en parallèle avec les autres réseaux de la région afin de se préparer à les rejoindre sur un nouveau programme commun en 2018. Solidarité Laïque, tout en continuant à soutenir les initiatives innovantes d'organisations maliennes, aidera à la structuration de ce réseau et aux échanges avec les partenaires de la région. Au Niger, le Resden s'est restructuré en 2016 en élisant un nouveau bureau. Ses organisations membres ont poursuivi leurs actions de lutte contre la déperdition scolaire, la violence à l'encontre des filles, etc.

Ici dans une classe ordinaire au Bénin. Les sureffectifs dans les classes et le manque de formation des enseignants font partie des obstacles majeurs à des apprentissages de qualité. Résultat : le risque important de décrochage scolaire précoce, surtout chez les filles.



Au Sénégal, dans la banlieue de Dakar, une activité autour du rempaillage de chaises organisée au centre Estel qui vient en aide aux enfants et aux jeunes adultes en situation de handicap mental. Le centre accueille, scolarise, soigne aujourd'hui une soixantaine d'enfants. Certains, à l'issue de cet accompagnement, deviennent autonomes grâce aux formations qu'ils ont suivies.



5
JUILLET
2016

FOCUS... HANDICAP : EN FINIR AVEC L'EXCLUSION

L'ÉDUCATION DE TOUS, C'EST AUSSI L'ÉDUCATION DES ENFANTS ET DES JEUNES EN SITUATION DE HANDICAP. EN AFRIQUE DE L'OUEST, L'ÉDUCATION INCLUSIVE EST L'UNE DE NOS PRIORITÉS.

On estime que 90 % des enfants en situation de handicap ne vont pas à l'école en Afrique de l'Ouest. Les représentations sociales liées à cette question et les discriminations qui en découlent sont responsables de cette situation, mais aussi le manque de structures en capacité d'accueillir ce public en difficulté. Les partenaires de notre programme en Afrique de l'Ouest ont ainsi choisi l'éducation inclusive comme l'une de leurs priorités.

Au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal et au Niger, les réseaux associatifs nationaux ont mené plusieurs campagnes de sensibilisation de proximité. Des séances de théâtres-forum ont par exemple été montées pour faire évoluer les mentalités dans des communautés traditionnelles, où le

handicap reste encore tabou. Ces actions ont été complétées par une sensibilisation à grande échelle sur les télévisions nationales à des heures de grande écoute.

Des groupes de travail visant à rapprocher les systèmes éducatifs des circuits de dépistage et de prise en charge des enfants en situation de handicap ont aussi été mis en place. Plus concrètement, des jeunes en situation de handicap ont pu finaliser un parcours dans une technique artisanale (menuiserie, coiffure, etc.), perfectionner leur formation professionnelle et bénéficier d'une dotation matérielle. Au Sénégal, le centre Estel est un exemple en la matière.

Article publié sur www.solidarite-laique

et relayé sur  et 

Une couturière qui s'est installée à son compte. Plusieurs partenaires du programme au Bénin soutiennent le développement d'activités génératrices de revenus pour les femmes. La formation et l'insertion professionnelle sont en effet des enjeux pour l'accès à la dignité des personnes et le développement du pays.



**1 FILLE SUR 4
NE BÉNÉFICIE PAS
D'UNE ÉDUCATION
DE BASE
À L'ÉCOLE**



« LA SPÉCIFICITÉ DE CE PROGRAMME EST D'ASSOCIER DES ACTEURS ET DES ORGANISATIONS DE TAILLE, DE NATURE ET DE NATIONALITÉ DIFFÉRENTES. POUR GAGNER LE PARI DE L'ÉDUCATION, LA COMPLÉMENTARITÉ DES SAVOIR-FAIRE ET DES PRATIQUES EST UN ATOUT MAJEUR. »

.....

**ALAIN CANONNE,
RESPONSABLE AFRIQUE SUBSAHARIENNE, SOLIDARITÉ LAÏQUE.**



Caraïbes - Amérique latine

Des acteurs mobilisés pour l'éducation dans les territoires



REPÈRES LE PROGRAMME EN BREF

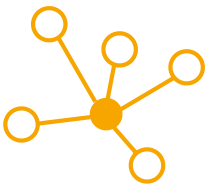
Améliorer un système éducatif public et gratuit et renforcer la place de la société civile dans l'élaboration des politiques éducatives est l'ambition de ce programme initié en juin 2011, à la suite du tremblement de terre de Port-au-Prince (2010). C'était dès lors miser d'emblée sur l'éducation pour bâtir un avenir porteur d'espoir et de dignité pour chaque Haïtien et Haïtienne.

Depuis, les acteurs se sont rapprochés, ont partagé des diagnostics pour élaborer ensemble des stratégies propres à redonner sa vigueur à l'école publique ! Des actions à l'échelle nationale (interpellation des candidats aux élections, plaidoyer commun porté par les syndicats...) et locale ont été conduites et aboutissent aujourd'hui à cinq réseaux territoriaux d'acteurs fortement impliqués dans l'éducation. La mobilisation est en marche, même s'il reste un long chemin à parcourir.

Le Programme collectif pour le développement de l'éducation et du dialogue social en Haïti (Procedh) est aussi un lieu de réflexion et de production de documents de référence sur le dialogue social et la protection sociale : l'occasion de bâtir un espace partenarial mêlant organisations de la société civile françaises et haïtiennes, pouvoirs publics, autorités locales haïtiennes et organisations internationales. Il fédère, parmi nos organisations membres, la MGEN, la FSU, le Gref et les Francas.

4 CHIFFRES CLÉS

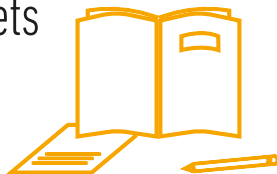
50
organisations
haïtiennes impliquées



490 000
ENFANTS PRIVÉS D'ÉCOLE
à la suite de l'ouragan Matthew



300 000 €
pour 5 projets
concrets



1 école
sur
10
est publique



HAÏTI. UN OURAGAN DÉVASTATEUR

L'année 2016 a été marquée par l'ouragan Matthew qui a dévasté les infrastructures des départements du Sud, des Nippes et de la Grand'Anse en octobre, dont de nombreuses écoles. Aussitôt, un appel aux dons a été diffusé par Solidarité Laïque et a permis de parer au plus urgent. Dans le sillage de cette action et des projets conduits sur place depuis 2011, un consortium post-urgence était aussi en cours de constitution quelques semaines plus tard. Il associera huit organisations. Au programme : réhabilitation d'écoles endommagées ou détruites, prévention des risques et des désastres électrification, végétalisation, formation de volontaires haïtiens, équipement des élèves et des enseignants en kits scolaires et pédagogiques.

Alphabétisation de femmes, aménagement d'une bibliothèque, camps d'été, construction d'un centre de loisirs, d'une salle informatique, plantation d'un potager, formation d'animateurs... La liste est longue quand on fait le bilan des actions conduites depuis bientôt sept ans dans la commune de Roseaux par l'Amicale laïque de Couëron et l'association haïtienne Men Kontre Pou Timoun Rozo dans le cadre d'un jumelage pédagogique.



AGENDA

AVRIL

Adhésion de Solidarité Laïque au Réseau France Colombie solidarités

OCTOBRE

Lancement officiel du Guide syndical unitaire haïtien

Soirée de diffusion du film Dignité : Droit à l'éducation en Haïti à la MGEN

L'ouragan Matthew dévaste Haïti

NOVEMBRE

Signature des accords de paix entre le gouvernement et les FARC-EP – Colombie

Atelier de montage du projet franco-colombien à Bogotà

DÉCEMBRE

Atelier de renforcement de capacités des membres haïtiens du Procehd

DES APPELS À PROJET TERRITORIAUX

Une nouvelle étape a été franchie durant l'année. D'une mise en réseau des organisations de la société civile liées à l'éducation au niveau national, le Procehd en est venu à s'ancrer davantage dans les territoires. Cinq appels à projets ont été ainsi proposés aux communautés éducatives de Dame Marie, Jérémie/Roseaux, Port-au-Prince et Gonaïves. Les acteurs (enseignants, syndicalistes, parents d'élèves, élus territoriaux, entrepreneurs) ont identifié une priorité commune qui sera financée courant 2017 à hauteur de 60 000 euros.

Dans la Grand'Anse, le territoire où Solidarité Laïque est historiquement active, deux communautés éducatives vont ainsi réhabiliter trois écoles détruites

par l'ouragan. Dans les Gonaïves, c'est un centre de formation professionnelle qui s'apprête à accueillir dans des filières initialement masculines une vingtaine de filles. Ce projet a été conçu en partenariat avec la chambre de commerce et d'industrie du département, la mairie, le directeur de l'établissement et deux associations qui défendent les droits des femmes. En parallèle, un répertoire des activités économiques porteuses d'emploi sera réalisé afin d'identifier les futurs employeurs. À Port-au-Prince, l'accent a été mis sur la santé scolaire et la prévention. Deux lycées et quatre écoles primaires sont concernés par ces actions : construction des latrines, prévention santé, hygiène et éducation sexuelle et création d'une première commission santé dans un lycée partenaire. La MGEN, membre de Solidarité Laïque est historiquement actif sur ce projet.

S'OUTILLER POUR DÉFENDRE L'ÉDUCATION DE QUALITÉ

Le plaidoyer est un volet important de ce programme pluriacteurs. C'est dans ce contexte que quatre étudiants de Sciences Po Paris ont conduit une étude sur la privatisation de l'enseignement. En lien avec le réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation, un état des lieux sur la situation en Haïti et des recommandations qui dépassent le strict cadre national ont été produits. Ces recommandations ont été reprises lors de la 32^e session du conseil des droits de l'Homme de l'Assemblée générale des Nations unies, ainsi que lors du 16^e sommet de la francophonie à Madagascar pour agir contre la privatisation de l'éducation, une tendance croissante dans de nombreux pays.

Le guide syndical qui a été produit avec l'appui du SNUipp et de la FSU, a permis de mobiliser l'ensemble des syndicats enseignants haïtiens autour d'un plaidoyer commun. Lors des élections présidentielles, législatives et municipales, l'ensemble des candidats a été interpellé lors de réunions publiques.

Un film a aussi été réalisé par la Campagne latino-américaine pour l'éducation sur la situation de l'éducation dans le pays. *Dignité*, qui décrit précisément la situation de l'école et de ses enseignants en Haïti, a été largement diffusé par le Procehdh.

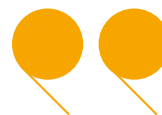
LA FORMATION, UN LEVIER QUI RESTE PERTINENT

Renforcer les compétences des associations de la société civile reste une constante de nos interventions. En décembre, le SNUipp et la JPA ont formé six organisations haïtiennes sur

la communication, la gouvernance et le modèle économique.

COLOMBIE. UN NOUVEAU COLLECTIF S'ORGANISE

En août, un accord de paix a été conclu entre le gouvernement et les FARC-EP. C'est dans le sillage de cette évolution positive que plusieurs organisations du Réseau France Colombie solidarités (RFCS) se sont réunies pour participer à la mise en œuvre de ce dialogue. Ce projet devrait commencer à se déployer courant 2017. Solidarité Laïque le porte pour le RFCS. Un sujet majeur dans cette région du monde, même si, comme le soulignait le RFCS au lendemain de cet accord, « *la tâche s'annonce ardue, d'autant que certains secteurs économiques et politiques demeurent hostiles à ce processus et pourraient vouloir chercher à la déstabiliser* ».



« LE DÉFI POUR CONSTRUIRE LA PAIX EN COLOMBIE EST IMMENSE ET SUPPOSE UNE MOBILISATION LARGE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ».

.....
LÉANDRO CARIGNANO,
SOLIDARITÉ LAÏQUE.



490 000 enfants ont été privés d'école à la suite de l'ouragan Matthew. Un appel aux dons et deux appels à projets vont permettre de réhabiliter plusieurs écoles dans le sud de l'île.



Le 30 juillet, Kishore Singh, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'éducation, invitait les autorités haïtiennes à éliminer les frais de scolarité afin de garantir une éducation de qualité pour tous et rappelait que l'éducation est un droit humain fondamental. Une déclaration coup de poing dans un pays où près de 90 % des écoles sont privées.

FOCUS... UN GUIDE SYNDICAL UNITAIRE

MANQUE D'EFFECTIFS, SALAIRES MISÉRABLES, PROTECTION SOCIALE MÉCONNUE... IL ÉTAIT URGENT DE MIEUX INFORMER LES ENSEIGNANTS HAÏTIENS SUR LEURS DROITS POUR QU'ILS SOIENT EN MESURE DE LES DÉFENDRE. C'EST L'OBJECTIF DE CE GUIDE SYNDICAL, FRUIT D'UN TRAVAIL COLLECTIF. EXPLICATIONS.

« En Haïti, certains enseignants, faute de connaissance de leurs droits, se trouvent obligés de rémunérer eux-mêmes un remplaçant pendant leurs congés. Ils ne savent pas qu'ils ont droit à des prestations sociales. Les directeurs d'école peuvent être tentés de profiter de leur ignorance, commente Mona Bernadel, syndicaliste à l'Union nationale des normaliennes et normaliens haïtiens (UNNOH). Leur faire connaître l'état du droit, sa mise en application parfois

aléatoire les aidera à porter eux-mêmes ces revendications. C'est en tout cas ce que l'on espère ! »

Coréalisé par l'ensemble des syndicats enseignants haïtiens avec l'appui de la FSU et du SNUipp membres de Solidarité Laïque, le guide propose, sous forme de fiches, un rappel des textes de loi avec des commentaires et des revendications. Édité à plusieurs milliers d'exemplaires, mis à disposition sur le site du ministère

de l'Éducation nationale haïtien, il sera distribué dans le cadre de réunions de sensibilisation qui se dérouleront dans les établissements scolaires. Il sera également mis à disposition dans les centres de formation des enseignants, pour que les professeurs de demain puissent dès aujourd'hui connaître et se préparer à revendiquer leurs droits.

Article publié sur
www.solidarite-laique

et relayé sur  et 



L'éducation s'améliorera quand les enseignants pourront se faire soigner et n'auront plus à cumuler plusieurs métiers pour gagner leur vie.

Jeanne, 35 ans,
Port-au-Prince, Haïti



Le guide syndical unitaire coproduit par l'ensemble des syndicats enseignants haïtiens avec l'appui du SNUipp et de la FSU a été distribué dans les établissements scolaires et les centres de formation. L'éducation de qualité passe en effet par une meilleure reconnaissance des droits et leur application.



Asie

Étendre les actions de coopération



REPÈRES

À Sri Lanka, c'est après le tsunami de 2004 que Solidarité Laïque s'est lancée, avec ses membres et plusieurs partenaires, dans un « programme d'appui à l'amélioration de la gouvernance de l'éducation et de reconnaissance du statut des enseignantes de la petite enfance ». Ciblé sur la province de l'Est du pays, la plus touchée par la catastrophe,

ce programme faisait le choix d'investir dans l'éducation. Plus de 200 000 élèves avaient été touchés par le tsunami et, avec les partenaires locaux, il paraissait essentiel de préparer l'avenir par le renforcement des acteurs de l'éducation et plus particulièrement dans le domaine de la petite enfance. Douze ans plus tard, alors que se clôt ce programme, Solidarité Laïque a fait la preuve de sa capacité à mobiliser les communautés, favoriser leur dialogue

avec les pouvoirs publics, améliorer la qualité de l'éducation préscolaire, faire reconnaître les droits des enseignantes, dynamiser les associations de parents d'élèves... Aujourd'hui, dans la province de l'Est, des centres de ressources et 17 comités de gestion ont été créés, touchant plus de 3 500 enseignantes. Quant à la création d'un syndicat des assistantes maternelles, Solidarité Laïque a permis leur reconnaissance.

SRI LANKA. LA POLITIQUE SUR LA PETITE ENFANCE SE STRUCTURE

Aboutissement d'un patient travail de mise en lien des acteurs liés à la petite enfance, en janvier, un symposium

réunissait les membres du programme et une cinquantaine de représentants officiels des ministères de l'Éducation nationale, de la Famille et de la Santé, signe de l'intérêt des pouvoirs publics pour cette thématique. Durant cette rencontre, ont été présentés les

résultats de l'étude nationale sur la situation de la petite enfance dans le pays : un état des lieux complet qui montrait l'écart entre la politique décidée en 2004 et la réalité du terrain et émettait des recommandations.

Durant le second semestre 2016, alors que la Banque mondiale se mobilisait pour mettre en place des formations des assistantes maternelles, ces recommandations ont été présentées pour être intégrées dans la nouvelle politique de la petite enfance de la province de l'Est : clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes, actions spécifiques pour les enfants en situation de handicap, plan de renforcement des capacités des ministères de tutelles, meilleure coordination entre les services déconcentrés, prise en considération des enfants et familles en situation vulnérable...

La formation des assistantes maternelles et la reconnaissance de leur statut sont des enjeux majeurs à Sri Lanka. En 2016, trois ministères ont posé les bases d'une nouvelle politique de la petite enfance, en lien étroit avec les membres du programme porté par Solidarité Laïque.



LA SOCIÉTÉ CIVILE DE PLUS EN PLUS MOBILISÉE

En février, lors d'un événement à Trincomalee dans la province de l'Est,



Salaire correct, droit à la protection sociale et aux congés payés, formation... Telles étaient les revendications portées par 800 acteurs de la petite enfance qui, en février 2016, ont remis aux autorités une pétition de 10 000 signatures pour améliorer les conditions de travail des assistantes maternelles. Une condition sine qua non pour que les petits Sri lankais puissent bénéficier de conditions de préscolarisation de qualité.



AGENDA

JANVIER

Symposium autour d'une étude nationale sur la petite enfance

FÉVRIER

800 personnes remettent une pétition aux pouvoirs publics sur la petite enfance

À PARTIR DE MARS

Diffusion de l'étude nationale

JUILLET

Clôture du programme Éducation et gouvernance dans la province de l'Est - Sri Lanka

AOÛT

Diffusion du livret « Dix ans à Sri Lanka - de l'urgence au développement »

SEPTEMBRE

Démarrage du projet au Népal

NOVEMBRE

Formation (leadership, gouvernance et plaidoyer) du syndicat provincial des assistantes maternelles

800 acteurs de la petite enfance, dont le nouveau syndicat des assistantes maternelles issu du programme, ont remis une pétition de plus de 10 000 signatures aux trois ministères et à leurs services déconcentrés pour améliorer les conditions de travail des enseignantes (salaires, protection sociale, congés payés, congé maternité...), disposer d'un statut rattaché à un ministère, mettre en place des plans de formation, augmenter le budget...

Depuis la fin du programme, Solidarité Laïque continue d'appuyer ce jeune syndicat provincial : renforcement de ses capacités de plaidoyer, mobilisation de ses 3 200 adhérents, définition d'une stratégie...

5 CHIFFRES CLÉS



60 000
enfants en
pré-élémentaire

25 000
FAMILLES



3 200
ENSEIGNANTES MATERNELLES
SYNDIQUÉES



250
cadres et techniciens
formés

1 nouveau syndicat

DÉCLINER L'ACTION DANS LES AUTRES PROVINCES

Solidarité Laïque et les partenaires privés et publics réfléchissent maintenant à l'extension de ce programme à cinq autres provinces du Sri Lanka. Mobiliser les communautés, aider à la création de syndicats d'assistantes maternelles provinciales, créer des centres de formation et des écoles maternelles modèles, soutenir les centres éducatifs dans leur autonomisation économique, via, par exemple, la création d'activités génératrices de revenus... Telles sont pour le moment les pistes envisagées.

NÉPAL. RÉAGIR APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE

Grâce à la mobilisation du Grand Orient de France et de l'OCCE, membres



Le cycle Urgence-Réhabilitation-Développement doit être amélioré. C'est le sens de ce livret qui fait le bilan de l'action conduite à Sri Lanka après le tsunami et invite l'ensemble des acteurs à produire une réflexion collective. Voir page suivante.

de Solidarité Laïque, des structures éducatives ont été, ou vont être, réhabilitées après les ravages du tremblement de terre : plus de 110 000 personnes déplacées, 8 500 écoles détruites... De nombreux enfants devenus orphelins vivent aujourd'hui dans des situations très précaires dans des camps de déplacés et dans des logements provisoires.

Le projet réhabilite 13 écoles communautaires ainsi qu'un centre d'accueil pour les enfants des rues. Il touchera directement 4 000 enfants, 300 enfants des rues et plus de 1 000 familles. Fin 2016, les travaux dans 3 écoles avaient débuté et le centre d'accueil avait ouvert ses portes.



2016 a été l'année de clôture d'un programme initié après le tsunami. Solidarité Laïque continue d'appuyer ce jeune syndicat provincial : renforcement de ses capacités de plaidoyer, mobilisation de ses 3 200 adhérents, définition d'une stratégie...



Solidarité Laïque et ses partenaires réfléchissent maintenant à l'extension de ce programme à cinq autres provinces du Sri Lanka. Cela passera notamment par la création de centres de formation et d'écoles maternelles modèles et le soutien de centres éducatifs.

FOCUS... SRI LANKA, DE L'URGENCE AU DÉVELOPPEMENT

COMMENT FAIRE EN SORTE QU'UNE FOIS L'URGENCE PASSÉE, LES ACTEURS QUI SE RETIRENT NE LAISSENT PLUS DERRIÈRE EUX DES POPULATIONS À PEINE REMISES DE LA CATASTROPHE, ALORS QUE LES BESOINS SONT ENCORE CRIANTS ? C'EST CE QU'INTERROGE LE LIVRET SRI LANKA « DE L'URGENCE AU DÉVELOPPEMENT » PRODUIT EN JUIN PAR SOLIDARITÉ LAÏQUE.

Le travail collectif entamé après le tsunami (réhabilitation d'écoles, soutien psychologique post-urgence...) a amené Solidarité Laïque à tisser des partenariats durables avec les acteurs sur place. En 2009, Solidarité Laïque a décidé de poursuivre son action alors que beaucoup d'ONG à Sri Lanka cessaient leur intervention post-urgence. S'engageait alors un programme innovant autour de la petite enfance : formation d'enseignants, sensibilisation sur l'importance de l'éducation pour

tous les enfants, dialogue avec les autorités locales et dynamisation des communautés... Un plaidoyer pour une reconnaissance du statut des enseignantes maternelles a été aussi organisé.

Ces dix ans d'action, en suivant le processus « Urgence – Réhabilitation – Développement », nous conduisent à approfondir la réflexion pour faciliter une meilleure coordination entre ONG « urgentistes » et acteurs du développement afin d'améliorer les

interventions durant les différentes phases. Avec l'augmentation des crises cycliques et chroniques liées au dérèglement climatique, et les nombreux conflits inter-communautaires, avoir une réflexion autour des modalités d'actions les plus adaptées est aujourd'hui essentiel. À diffuser largement !

Article publié sur www.solidarite-laique

et relayé sur  et 



Népal – Le tremblement de terre de 2015 a détruit 8 500 écoles et laissé de nombreux enfants orphelins. Grâce à la mobilisation du Grand Orient de France et à l'OCCE, membres de Solidarité Laïque, 13 écoles communautaires ainsi qu'un centre d'accueil pour les enfants des rues vont être réhabilités.



Un syndicat
pour les assistantes
maternelles ?
Oui, c'est la perspective
de changements
importants pour
notre pays !

LES MICROPROJETS



REPÈRES

Groupements de femmes, de paysans, associations de parents d'élèves, de professeurs ou militants de la solidarité sont en recherche de financement pour agir localement contre les exclusions et pour améliorer les conditions d'accès à l'éducation... Depuis 2002, Solidarité Laïque met à la disposition de ses organisations membres un dispositif

d'appui à ces projets dans le cadre de cofinancements. Depuis, ce sont des centaines de salles de classe, de cantines scolaires, de latrines, de jardins potagers... qui ont été aménagés.

Second volet de ce soutien, l'appui à l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Nous apportons un soutien à des lycéens, des étudiants, ou des enseignants qui ont besoin de financements.

Nous favorisons ainsi l'ouverture au monde, l'interconnaissance et l'amitié entre les hommes.

Enfin, nous soutenons le fonctionnement de cinq centres éducatifs qui accueillent des enfants issus de familles vulnérables ou orphelins. Une attention particulière est accordée aux enfants en situation de handicap et aux filles.



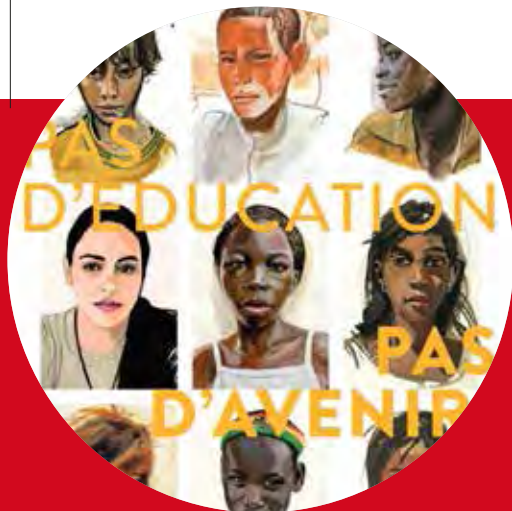
Les jeunes maliennes qui sont scolarisées au centre Jigya Bon (La Maison de l'espoir) bénéficient aussi d'actions de sensibilisation aux droits des femmes, éducation affective et sexuelle. L'accent est mis sur des formations professionnelles qui leur permettent de devenir autonomes.

DES MICROPROJETS POUR TRANSFORMER LE QUOTIDIEN

Mise en place d'un jardin biologique et sensibilisation autour de la question du recyclage des déchets (Sri Lanka), construction de blocs sanitaires dans une école rurale du Sénégal, formation d'enseignants à l'innovation pédagogique en Moldavie... Les projets que nous soutenons sont d'une grande diversité car toujours issus des besoins identifiés par les acteurs locaux en lien avec nos partenaires et membres français.

Par exemple, à Madagascar, Solidarité Laïque finance depuis deux ans l'agrandissement d'un lycée public de la commune de Fenoarivo. Quatre salles de classe ont déjà été construites. « *Beaucoup d'enfants restent à la porte du lycée faute de capacités d'accueil, explique Roland Biache, le délégué général de Solidarité Laïque. De plus, la surpopulation dans les classes est un facteur d'échec au bac, proche de 50 % de recalés.* » Cet engagement financier va de

C'est le navigateur et peintre Titouan Lamazou qui a réalisé cette année l'affiche de la campagne portée par la Ligue de l'enseignement et Solidarité Laïque.



Le lycée de Fenoarivo (Madagascar) a été agrandi grâce à l'engagement de ses habitants qui ont pris en main eux-mêmes les travaux. Solidarité Laïque a apporté un soutien financier.



pair avec la grande implication des citoyens de la commune qui depuis deux ans relèvent leurs manches et participent bénévolement aux travaux d'agrandissement.

UN SOUTIEN AUX CENTRES ÉDUCATIFS

Solidarité Laïque soutient cinq centres éducatifs, dont quatre accueillent aussi des enfants dans le cadre du parrainage (voir p. 56 Parrainage éducatif).

Le centre Jigya Bon (La Maison de l'espoir) au Mali accueille une centaine de filles qui y sont éduquées et formées à des métiers d'avenir, notamment réservés traditionnellement aux hommes (électricité, dessin industriel...). Sa directrice, Mariam Sidibé, conçoit cet accompagnement éducatif de façon globale : éducation aux droits des femmes, lutte contre le décrochage scolaire lié aux mariages précoces, prévention sanitaire et éducation sexuelle, encouragement de l'autonomie et

professionnalisation, solidarité entre les élèves et bien sûr enseignements fondamentaux... Un enjeu majeur au Mali quand on sait que la moitié des Maliennes sont mariées avant 18 ans et que seulement 24 % d'entre elles vont jusqu'au lycée.

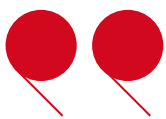
FORMER DES CITOYENS DU MONDE

– LE PARTENARIAT ÉDUCATIF DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (PESI)

Depuis 2005, le PESI a accompagné plus de 100 projets de coopération éducative



À Mboro (Sénégal), le Partenariat éducatif de Solidarité internationale a soutenu en 2016 cette action d'éducation aux droits de l'enfant dans le cadre d'un échange entre enseignants français et sénégalais en formation.



« BÂTIR UN MONDE PLUS SOLIDAIRE, C'EST CRÉER DES PONTS ENTRE LES GENS MAIS AUSSI SOUTENIR DES PROJETS QUI AMÉLIORENT LEUR VIE QUOTIDIENNE. »

.....
ROLAND BIACHE, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE SOLIDARITÉ LAÏQUE

entre enseignants de France et du monde. Ouvert désormais à l'ensemble des professionnels des métiers de l'éducation, et soutenu par la Casden, la Maif et la MGEN, il favorise l'échange entre homologues à l'international, favorise l'évolution des pratiques professionnelles et promeut les valeurs de l'éducation à la solidarité et à la citoyenneté. En 2016, le champ balayé a été large : préparer un spectacle pour les tout-petits avec les familles, organiser des stages professionnels en réciprocité (France-Haïti), accompagner la création d'un établissement expérimental de formation de travailleurs sociaux au Maroc, échanger des compétences sur l'éducation aux droits de l'enfant et la participation citoyenne, etc.

– LA CAMPAGNE PAS D'ÉDUCATION, PAS D'AVENIR ! (PEPA)

Depuis la création de la campagne Pas d'éducation, pas d'avenir portée par Solidarité Laïque et la Ligue de l'Enseignement, ce sont 440 projets en

faveur de l'éducation dans le monde qui ont été soutenus et réalisés. L'occasion aussi de sensibiliser le public aux difficultés d'accès à l'éducation dans le monde. En 2016, 23 projets innovants, situés majoritairement en Afrique de l'Ouest, ont été soutenus dans le cadre de la campagne. Un nouveau mode de collecte via le financement participatif a été expérimenté et sera reconduit en 2017.

– LE PRIX DES INITIATIVES ÉTUDIANTES EN ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT (PIEED)

Le Prix des initiatives étudiantes en éducation au développement accompagne des projets d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale portés par des étudiants. Il est soutenu par Étudiants et développement, France Volontaires et Solidarité Laïque. Cette année encore, cinq lauréats ont été accompagnés et soutenus financièrement (de 5 000 à 1 500 euros).



Étudiants et Développement, France Volontaires et Solidarité Laïque engagent chaque année des étudiants à se mobiliser sur les actions d'éducation à la solidarité internationale. Cette année, c'est le projet « Tissu solidaire » de l'association IAE Enactus Lyon qui a remporté le premier prix. Elle travaille à l'intégration des personnes réfugiées et demandeuses d'asile en organisant avec les étudiants des ateliers de couture et des activités culturelles.

FOCUS... UN SOUTIEN POUR LES MÈRES ET LEURS ENFANTS

EN ACCUEILLANT LES TOUT-PETITS PENDANT QUE LEURS MÈRES TRAVAILLENT, LE CENTRE ÉDUCATIF MA BASYIIRÉ ASSURE UNE DOUBLE ACTION : L'ÉVEIL ÉDUCATIF DES ENFANTS ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES.

À Ouagadougou, l'association Ma Basyiiré propose aux mères d'accueillir leurs enfants dans leur centre éducatif pendant que celles-ci travaillent ou étudient. « *La place d'un enfant n'est pas sur un marché, explique Catherine Ouedraogo, fondatrice de l'association. Pour que leurs mères puissent développer une activité commerciale sans s'inquiéter de leur sécurité, nous nous occupons de leur santé et de leur éducation.* »

Éveil éducatif, suivi médical et activités ludiques sont au programme des enfants, encadrés par une équipe pédagogique. « *C'est le service social de l'arrondissement qui a alerté de cette situation, raconte Catherine. La mairie nous a offert une terre en reconnaissance de nos actions.* » En dehors de cette aide, le centre fonctionne grâce à la générosité du public dont il a besoin aujourd'hui pour améliorer ses locaux.

Ma Basyiiré permet également aux filles-mères, victimes de grossesses précoces, de terminer leur scolarité afin de gagner en autonomie. « *C'est un projet pour la petite enfance mais aussi et surtout pour l'émancipation de la femme* », conclut Catherine.

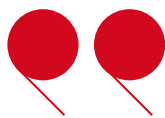
Article publié sur www.solidarite-laique

et relayé sur  et 

L'éducation des tout-petits favorise leur réussite à l'école, leur santé. Elle permet aussi à leur mère d'avoir une activité professionnelle. À Ma Basyiiré, des jeunes lycéennes victimes de grossesses précoces sont également scolarisées, ce qui évite souvent des décrochages scolaires.



LE PARRAINAGE ÉDUCATIF



« LE PARRAINAGE CHANGE DES TRAJECTOIRES DE VIE. SANS LES PARRAINS, CES ENFANTS N'AURAIENT PAS LA POSSIBILITÉ D'ALLER À L'ÉCOLE. »

.....
ÉLIANE MILLET, BÉNÉVOLE PARRAINAGE À SOLIDARITÉ LAÏQUE



REPÈRES

Plus de 600 enfants bénéficient d'un parrainage éducatif. Ils sont accompagnés par neuf partenaires historiques de Solidarité Laïque, pour la plupart intégrés dans les programmes pluriacteurs de l'association. Tous sont attachés aux mêmes valeurs essentielles qui ont fondé Solidarité Laïque : l'éducation, la solidarité et la capacité à vivre ensemble avec les différences.

Ces parrainages représentent un accompagnement personnalisé, médical, social et éducatif. Ils s'adressent en priorité à des enfants orphelins ou qui vivent dans des familles pauvres ou déplacées. Une aide à l'alimentation est proposée, soit sous forme de denrées alimentaires remises à la famille, soit sous forme de repas le midi.

L'accompagnement est durable. Ainsi, quand ces enfants grandissent, ils peuvent être suivis dans leur formation

professionnelle ou leurs études supérieures, si les parrains souhaitent maintenir l'accompagnement.

Une attention particulière est réservée :

– à l'éducation des filles qui n'ont généralement pas la priorité sur leurs frères lorsque les parents sont obligés de faire des choix. Ainsi, certains centres n'accueillent que des filles ;

– aux enfants et aux jeunes en situation de handicap. L'accompagnement des professionnels leur permet de bénéficier d'une éducation inclusive dans un cadre bienveillant. Selon le niveau du handicap, des formations professionnalisantes ou des apprentissages adaptés leur sont proposés.

Dans chacun de ces centres, l'éducation aux droits (de l'enfant, des femmes, au travail décent, à la différence, aux loisirs...) est une constante. Cette sensibilisation qui passe par le « faire ensemble », la découverte du respect de soi et de l'autre, est un levier pour transformer la société.

LIBAN

« Avec nos différences, avec nos ressemblances, apprenons à vivre ensemble »

Au Liban, nos parrains soutiennent les enfants des Jardins de la Paix, gérés par l'organisation Tadamoun Wa Tanmia, partenaire de Solidarité Laïque depuis 30 ans. Ouvert à tous et à toutes – une exception au Liban –, ce centre accueille une quarantaine d'enfants, de jeunes et d'adultes en situation de handicap psychique ou physique et leur propose un cadre éducatif inclusif. Encadrés par une équipe de salariés et de bénévoles formés à l'éducation spécialisée, les enfants reçoivent une formation scolaire initiale et apprennent également les bases de l'autonomie : hygiène, habillage, activités motrices... Les programmes sont individualisés et adaptés au handicap et aux besoins de chacun.

Des rencontres avec l'extérieur et de nombreuses manifestations culturelles ou sportives sont également régulièrement organisées dans un souci d'ouverture et de sensibilisation de la

Déo Gracias écrit sa lettre à son parrain avec qui il correspond régulièrement (Bénin).

Priscille et Priscilla sont jumelles qui sont scolarisées au CAEB (Bénin) grâce au soutien financier de leurs marraines. 165 jeunes bénéficient aujourd'hui de cet accompagnement dans ce centre éducatif.

À Pereira (Colombie), le fondateur du centre éducatif, Jesus Calle, accorde une grande importance à l'éveil artistique qui « participe de la formation du citoyen ».



population. Certains jeunes atteints de troubles psychiques ont ainsi pu participer aux Jeux olympiques ou à des compétitions nationales.

La question du vivre ensemble y est très présente. En effet, ce centre a été fondé dans un esprit laïque par des personnes issues de plusieurs communautés religieuses ou séculières. Il accueille les personnes vulnérables qui s'y présentent, quelles que soient les origines et les croyances.

SÉNÉGAL

Le centre Estel (Établissement spécialisé technique d'expression et de loisirs), à Dakar, vient en aide aux enfants et aux jeunes adultes en situation de handicap. Il défend les droits de ces enfants et se bat pour leur offrir un cadre et une éducation adaptés à leurs besoins. L'association accueille aujourd'hui une soixantaine d'enfants et de jeunes adultes en situation de handicap mental : autisme, trisomie 21, psychose et déficiences mentales profondes. Plus de 20 salariés y travaillent et encadrent ces jeunes pour les scolariser, les socialiser

et offrir une formation professionnelle aux plus autonomes d'entre eux. Nourris et soignés au centre, ces enfants participent à diverses activités : apprentissage de base, alphabétisation et numération, activités artistiques, sports et autres activités ludiques.

BÉNIN

Le Conseil des activités éducatives du Bénin (CAEB) centre ses activités sur

l'enfant et l'adolescent et sur l'accès à l'éducation pour tous. De la recherche pédagogique pour une éducation adéquate et adaptée à l'organisation de centres de vacances en passant par la formation d'enseignants, tout est mis en œuvre pour développer une éducation de qualité auquel tous ont droit. Grâce aux parrains et marraines qui s'investissent à nos côtés, le CAEB apporte à 165 enfants et jeunes en difficultés, majoritairement des filles,



Aux Jardins de la Paix (Liban), l'éducation est un droit pour tous, comme le montre le film « Ensemble, c'est possible ! »

âgés de 8 à 26 ans, une aide financière pour couvrir leurs frais scolaires, alimentaires et de santé. En plus de la scolarisation, les filleuls sont intégrés à des centres de vacances et dans des échanges interscolaires afin de leur faire découvrir d'autres perspectives.

En 2016, des jeunes qui avaient été parrainés depuis leur petite enfance ont trouvé leur autonomie avec une licence ou un master en poche. Ils sont issus de familles en grande difficulté sociale, et il est certain que leur parcours de vie a été modifié grâce à leur parrain.

BURKINA FASO

L'association Dikason, de Tiébélé, au sud du Burkina Faso, œuvre pour le développement agricole et la transmission culturelle et traditionnelle. Depuis toujours, elle cherche à favoriser le travail des femmes en les impliquant dans leurs activités à tous les niveaux. En 2003, Dikason a mis en place une structure de parrainage pour former des jeunes aux métiers de l'agriculture et du patrimoine traditionnel (habitat Kassena). Aujourd'hui, ce sont 68 enfants qui sont accompagnés, en partenariat avec Solidarité Laïque.

L'association Bénébnooma, implantée à Koudougou et à Réo, au centre du pays, accueille 200 filleuls, avec une majorité de filles. Elle offre des formations professionnelles initiales aux élèves qu'elle accueille : informatique, couture, menuiserie... Elle les accompagne tout au long de leur formation pour les guider vers l'autonomie et l'insertion professionnelle. Une garderie et une école primaire sont également intégrées au centre. La prise en charge des jeunes est donc effectuée durant tout leur cursus scolaire pour les suivre et les guider dans la vie professionnelle. L'association est

30

DÉCEMBRE
2016

FOCUS... « 90 % DE CES ENFANTS N'IRAIENT PAS À L'ÉCOLE S'ILS N'ÉTAIENT PAS PARRAINÉS »

LE CENTRE BENEENOOMA PARRAINE 200 ORPHELINS. COMMENT VONT-ILS ?

Ils vont bien car ils fréquentent l'école, sont suivis sur le plan sanitaire, et mangent à leur faim. En effet, une partie du soutien financier est utilisée pour acheter des denrées que l'on remet directement à leur famille. Sans leurs parrains de Solidarité Laïque, il est certain que 9 sur 10 n'iraient pas à l'école, ils travailleraient et n'auraient pas toujours un repas par jour. Une assistante sociale détachée partiellement de la fonction publique assure leur suivi et règle chaque jour les difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent.

ON DIT SOUVENT QU'IL NE SUFFIT PAS DE SCOLARISER LES ENFANTS POUR QU'ILS RESTENT À L'ÉCOLE, POURQUOI ?

Parce que quand les parents ou les adultes qui accueillent ces enfants orphelins ne sont pas allés à l'école, ils ne mesurent pas l'importance de la scolarisation. Beaucoup disent encore que « l'école est faite pour les fainéants ». Et surtout, un enfant qui va à l'école est un enfant qui ne travaille pas et ce sera autant d'argent en moins. D'où l'importance d'apporter une motivation et

des denrées alimentaires dans le cadre du parrainage.

QUE METTEZ-VOUS ALORS EN ŒUVRE POUR LUTTER CONTRE CETTE DÉPERDITION SCOLAIRE ?

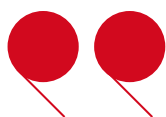
Nous avons une radio communautaire très écoutée par les adultes. Sur Radio Palabres, dans toutes nos langues, toute la journée du jeudi est consacrée à l'éducation : conseils, témoignages, mais aussi lien entre enseignants et parents dans une région où les nouvelles technologies – même le téléphone – sont loin d'être la règle. Ça fonctionne très bien au point que, lors du dernier appel pour la vaccination des enfants, le médecin a été débordé. Peu à peu, les parents comprennent pourquoi un enfant éduqué est un enfant qui deviendra plus libre demain.

Y A-T-IL DES ENFANTS QUI ATTENDENT UN PARRAIN ?

Oui, on a une cinquantaine d'enfants qui attendent. Nous espérons que Solidarité Laïque trouvera de nouveaux parrains-marraines.

Article publié sur www.solidarite-laique

et relayé sur  et 



KOUDBI KOALA, LE PRÉSIDENT
DU CENTRE ÉDUCATIF BURKINABE,
EST PASSÉ RÉCEMMENT À PARIS.
IL FAIT LE POINT SUR LA SITUATION
DES ENFANTS QUI SONT ACCUEILLIS
DANS SON CENTRE.
BEAUCOUP D'AUTRES ATTENDENT
POUR ÊTRE PARRAINÉS !

.....

particulièrement attentive à la scolarité des filles.

HAÏTI

Dans le département de la Grand'Anse, le foyer de Roseaux accueille les enfants orphelins ou issus de familles particulièrement démunies. Aujourd'hui, ce sont plus de 33 jeunes de 6 à 15 ans qui sont parrainés. Du fait du coût de la vie élevé en Haïti, un repas par jour est servi à tous les enfants qui fréquentent le centre. 3 d'entre eux, orphelins, y sont logés. Les autres regagnent leur domicile à la fin de la journée et reçoivent un kit de toilette chaque mois ainsi qu'un kit de lessive tous les vendredis. Le centre prend ainsi en charge de manière égale les besoins de santé, d'hygiène, d'alimentation et d'éducation de tous les enfants qu'il soutient. Le soutien scolaire dont

bénéficient les enfants leur permet d'avoir des résultats supérieurs à la moyenne nationale.

Solidarité Laique est partenaire du Cedaj (Centre d'accueil de jeunesse), institution laïque et apolitique, qui vient en aide à des enfants démunis pour financer leur scolarisation, payante en Haïti, leur apporter un soutien psychologique et les guider dans leur insertion professionnelle. Elle œuvre à Cabaret, située à une trentaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince, auprès de familles souvent sans logement et sans ressource. Grâce aux parrains, le Cedaj soutient 17 enfants via des bourses qui permettent de payer les frais d'écologie (uniforme et fournitures scolaires) mais aussi d'acheter des médicaments. Le Cedaj assure ainsi à ces enfants des conditions de vie plus décentes et des perspectives d'avenir grâce à l'éducation.

COLOMBIE

Un artiste peintre a créé voilà onze ans la fondation Enfances 2/32 pour protéger les enfants les plus défavorisés de Pereira. Son objectif est de garantir, promouvoir et diffuser les droits des enfants. Solidarité Laique, grâce aux parrains, peut offrir aux 130 enfants de la fondation Enfances 2/32 des conditions de vie décentes : alimentation, habillement, santé leur sont accessibles au centre. L'association prend en charge l'ensemble de leur scolarisation, qui comprend l'achat de fournitures, de livres, le soutien scolaire et une aide adaptée aux difficultés de chacun à l'apprentissage. Afin de favoriser l'ouverture au monde et le développement personnel des enfants, des activités autour de l'art, de la culture et du sport sont régulièrement organisées au sein du centre et à l'extérieur.

Le film « Ensemble, c'est possible ! » raconte l'histoire d'enfants et de jeunes accueillis dans des centres éducatifs au Liban et au Mali. On y voit combien la solidarité et l'éducation peuvent changer des parcours de vie. Un film pour retrouver l'élan que l'on doit à l'engagement d'artistes et de techniciens bénévoles et à plusieurs partenaires financiers, dont des organisations membres de SL. Disponible en ligne et en DVD.



METTRE EN ŒUVRE



AGIR AU QUOTIDIEN

Une gouvernance active et transparente

Le bon fonctionnement démocratique et la qualité de l'engagement de chacun au service du collectif soutiennent l'utilité sociale et le rayonnement de l'association.

Comprenant cinq familles d'acteurs, les associations, les coopératives, les fondations, les mutuelles et les syndicats, Solidarité Laique couvre tous les champs de l'éducation. À ses côtés, sont impliqués des mouvements de l'éducation populaire, des mouvements pédagogiques et philosophiques, les parents d'élèves, des syndicats et des acteurs de l'économie sociale et solidaire. C'est dire que l'animation de cette diversité, que ce soit dans les instances ou dans les programmes portés par l'organisation, est riche et foisonnante. Elle permet de vivre en interne l'exercice de cette citoyenneté et du vivre ensemble voulus aux différents échelons de notre action collective : local, national, européen et international.

L'ENGAGEMENT COLLECTIF AU SERVICE DU BIEN COMMUN

Le conseil d'administration est le reflet de notre diversité. Les femmes et les hommes qui le composent sont porteurs et porteuses des valeurs et principes qui sous-tendent l'action laïque, sociale et démocratique du réseau Solidarité Laique. De nombreux administrateur(trice)s sont impliqué(e)s dans des groupes de travail ou des comités de pilotage des actions. Ils côtoient régulièrement les salarié(e)s en fonction et les bénévoles impliqué(e)s dans ces dernières ainsi que les partenaires issus des cinq continents. Au-delà de la diversité des approches que cela suppose, il y a, de fait, une dimension intergénérationnelle et interculturelle qui élargit le champ des possibles pour la recherche du bien commun. Ces microsociétés sont le reflet d'une capacité à vivre ensemble, à agir et à innover.

UN DIALOGUE SOCIAL INTERNE OPÉRATIONNEL

La commission du personnel, animée par Jackie Fonfria d'Arts et Vie, s'est réunie à quatre reprises en présence de la déléguée du personnel, Judith Chavalarias, assistée de Léandro Carignano. Une réunion entre le Délégué général, Roland Biache, et les deux délégués du personnel a été instaurée chaque mois. Elle s'est réunie pour examiner les points qui permettent d'améliorer la qualité de vie des salariés, tant du point de vue des conditions de travail que de celui de la sécurité. Le plan de formation a été arrêté d'un commun accord entre la direction et les représentants du personnel. Deux réunions ont été organisées avec tous les salariés pour questionner et améliorer les pratiques et l'organisation. Enfin, plusieurs moments conviviaux ont été organisés à l'occasion de la venue de partenaires, de l'arrivée ou du départ d'un/e collègue.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

LE BUREAU

Président
Dominique Thys
MAIF

Vice-présidente
Anne-Marie Harster
MGEN

Vice-président
Jean-Michel Ducomte
Ligue de l'enseignement

Vice-président
Jacques Durand
JPA

Secrétaire général
Marc Epron
Francas

Secrétaire générale adjointe
Isabelle Palanchon
Ceméa

Trésorier
Robert Rio
Adhérent individuel

Dominique Fouchard
Casden-BP

Jackie Fonfria
Arts et Vie

Marie-Hélène
Le Colleter
MAE

LES ADMINISTRATEURS

Marcel Weyl
GODF

François Cencerrado
UNSA Éducation

Annick Merlen
FGR

Jean-Pierre Cuvelier
GREF

Noëlle Beau
Prévention MAIF

Pierre Gauthier
FAS

Jean-Louis Sabatié
FMD/ADFE

Céline Rigo
SE UNSA

Bernard Hindenoche
Adosen

Arnaud Lemaître
FSU

Dominique Duplan
OCCE

Michel Debon¹
SGEN-CFDT

Claude Dufresne
Alefa

Jean Amand Declerck
EEDF

Agnès Bathiany
FG-PEP

Francis Barbe
SNUipp/FSU

Monique Beyssen
Apajh

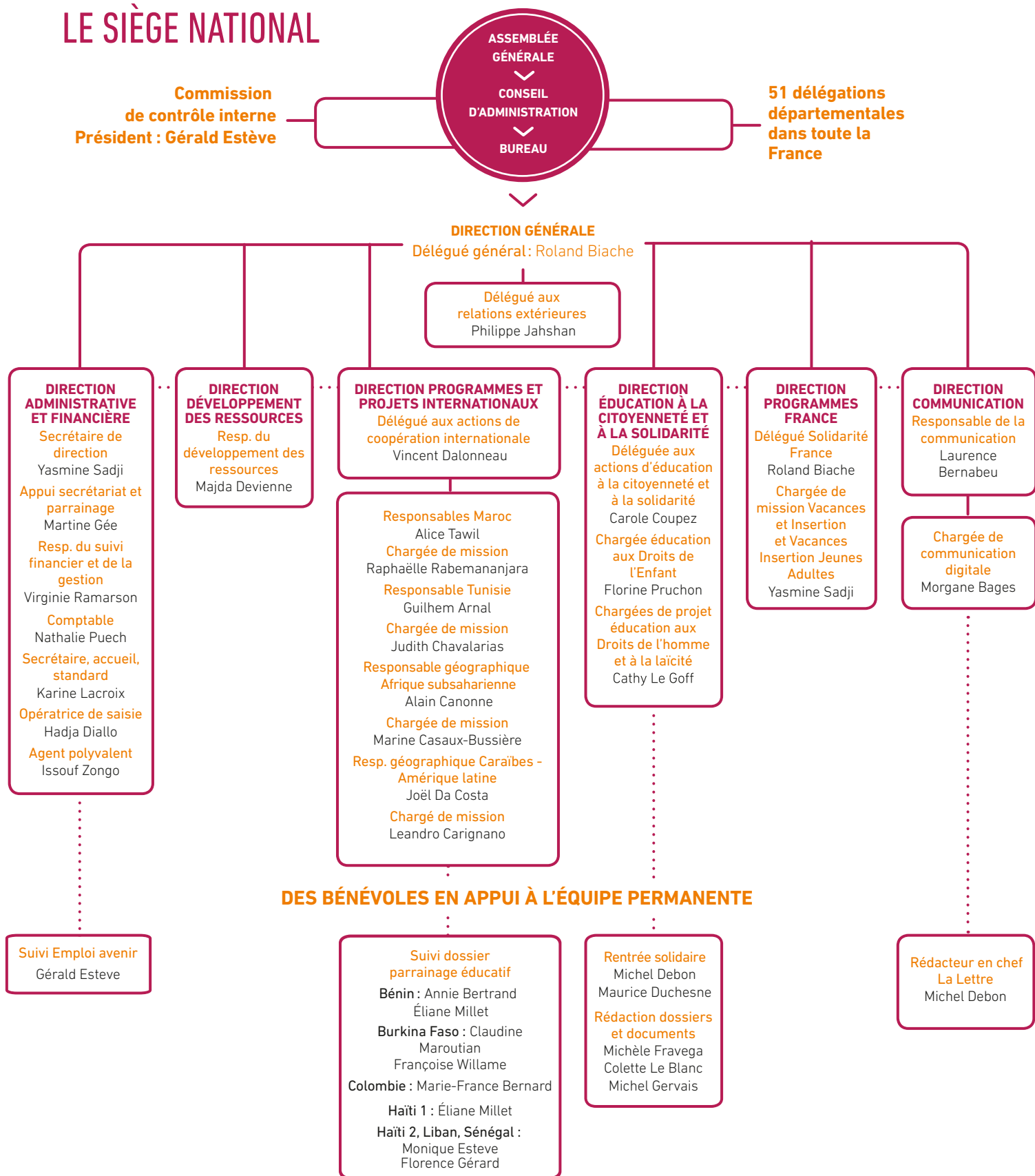
Françoise Mouglin
Entraide universitaire

Thibaut Renaudin
AFEV

Bernard Mis
Mission laïque française

1. Associé au Bureau.

LE SIÈGE NATIONAL





BILAN FINANCIER

Le mot du trésorier

L'ÉDUCATION AU CŒUR DE NOS ACTIONS

Solidarité Laïque a maintenu ses missions sociales en mettant l'éducation, moteur du développement, au cœur de ses engagements. Mais le chantier reste immense et supposait de revoir à la hausse nos ambitions. C'est pourquoi nous avons besoin d'un fort soutien, tout en modulant nos modes d'appel aux dons.

En 2016, les contraintes budgétaires nous ont amenés à restreindre le volume de la prospection. Si nous pensons qu'il est nécessaire de renouveler le nombre des donateurs et de l'augmenter, nous devons faire avec les moyens dont nous disposons. Aussi, nous avons préféré opter pour une action très ciblée à destination de 150 000 personnes. Il en est résulté une réduction des frais de collecte de 33 %, une diminution de la collecte brute de 7 % mais une augmentation de 10,8 % de la collecte nette (collecte brute moins frais de recherche de fonds).

Les ressources collectées auprès du public représentent 40 % de nos ressources. Pour financer nos activités, nous comptons également sur les cotisations de nos adhérents et les contributions volontaires aux microprojets qui représentent 311 933 € et 6 % des ressources totales.

Un volet très conséquent, représentant 43 % des ressources totales, provient des subventions et autres concours publics pour 2 184 915 € en 2016 contre 2 077 185 € en 2015. Ceux-ci sont bien entendu indispensables à nos actions.

Le détail de tous ces chiffres est précisé dans le document Compte Emploi Ressources.

POURSUITE ET ACCENTUATION DE L'INNOVATION

La communication et la collecte poursuivent l'adaptation aux nouveaux modes numériques. En 2016, la structure a déployé des actions digitales qui permettent de générer des ressources complémentaires aux ressources via les canaux de collecte traditionnels. En 2016, le nombre de dons a progressé de 726 à 1 054 et le montant de la e-collecte a fortement augmenté passant de 55 180 € à 106 878 €. Le don moyen passe de 76 à 101 € ! Nos charges de structure sont passées de 772 742 € en 2015 à 847 835 € en 2016 soit + 75 K€. Les ressources les finançant se montent à 813 213 €. Le résultat de la structure est donc déficitaire de 34 623 €, alors que nous avons comptabilisé 54 000 € de charges ponctuelles.

Nous comptabilisons un excédent de collecte non affecté de 51 288 € qui permettra le financement des actions sociales non encore finalisées et sécurisera nos opérations sans avoir besoin d'attendre d'enregistrer de nouvelles collectes.

Globalement, l'exercice 2016 se termine donc sur un excédent 51 288 €.

L'année 2016 s'est terminée, dans notre domaine, par la préparation du budget prévisionnel de 2017 axé sur la poursuite du financement de nos missions sociales, et d'une prospection élargie. Les instruments développés en 2015 de contrôle budgétaire permettront un pilotage plus vigilant, plus prudent, mais plus réactif.

Robert RIO,
trésorier de Solidarité Laïque



« EN 2016,

TOUS LES PROGRAMMES
ONT ÉTÉ RENOUVELÉS.

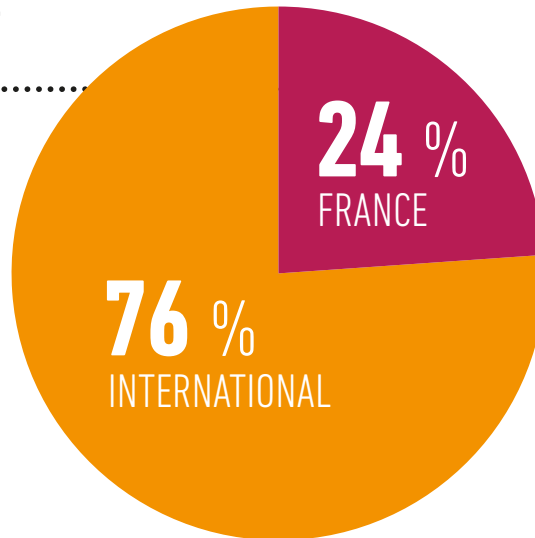
SOLIDARITÉ LAÏQUE A
RENFORCÉ SES MISSIONS

SOCIALES AVEC UNE
PROGRESSION NOTABLE

DE + 8,2 %. »

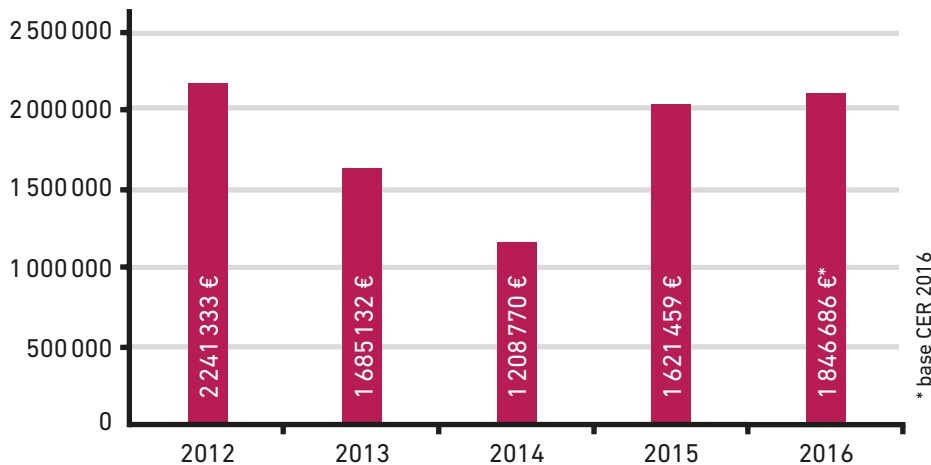


RÉPARTITION DU BUDGET DES MISSIONS SOCIALES

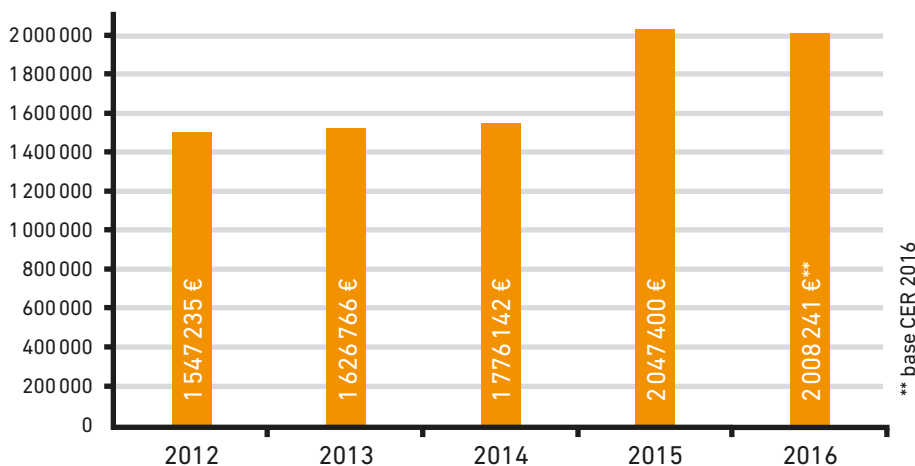


L'éducation reste le cœur de nos actions. Ici, une animation dans une école isolée de Tunisie. La prochaine campagne de la Rentrée solidaire sera dédiée aux écoles publiques qui ont longtemps été oubliées des pouvoirs publics.

ÉVOLUTION DES SUBVENTIONS PUBLIQUES



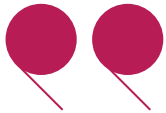
ÉVOLUTION DE LA COLLECTE PERMANENTE*



* Collecte sans legs/libéralités.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES

Des défis au service des ressources



« NOUS CHERCHONS À MIEUX ORIENTER NOS PUBLICS VERS LES PROJETS QUI LEUR TIENNENT À CŒUR. »

DES TECHNIQUES ET DES OUTILS AU SERVICE DES RESSOURCES

L'année 2016 était une année de défis. Solidarité Laïque a mené une politique de gestion rigoureuse et fine qui a consisté à diminuer significativement les investissements de développement des ressources (- 33 %) au service des besoins structurels : le renforcement d'expertises pour les missions sociales. Les outils mis en place tels que la base de données, le site Internet mais aussi les techniques visant à s'appuyer sur les leviers de développement ont permis de maintenir nos objectifs de collecte sur l'année. Le savoir-faire a permis de rationaliser nos démarches. La réflexion à l'horizon 2020 et l'ambition affichée de changer d'échelle conduiront Solidarité Laïque vers des enjeux stratégiques à la hauteur des dynamiques déployées dans les programmes en France et à l'international.

DES LEVIERS AU SERVICE DE LA COLLECTE

La refonte du site Internet, l'espace de don en ligne et la plate-forme de financement participatif ont permis à la structure d'accueillir des publics différents de donateurs, cœur de cible, qui ont manifesté un fort intérêt pour notre démarche digitale. Ces outils permettent notamment de bien apprécier les centres d'intérêt de nos publics et de les orienter vers les projets qui leur tiennent à cœur. Nous l'avons observé lors de situations difficiles pour les réfugiés-déplacés ou la catastrophe vécue avec l'ouragan Matthew en Haïti.



La Lettre de Solidarité Laïque est diffusée à l'ensemble des donateurs. C'est un bon outil d'information et de sensibilisation sur les causes que nous portons.

COMPTE EMPLOI DES

ACTIONS DE SOLIDARITÉ

National : 24 % de nos actions

- Action solidaire
- Action de plaidoyer
- Action urgence et divers

Internationale : 76 % de nos missions sociales

- **Afrique** : Burkina, Bénin, Cameroun, Mali, Sénégal, Niger
 - **Asie du Sud** Sri Lanka
 - **Europe de l'Est** : République de Moldavie
 - **Bassin Méditerranéen** : Maroc, Tunisie, Liban
 - **Caraïbes et Amérique Latine** : Haïti, Colombie
- Microprojets : PEPA, PESI, AMIP**

- Financés par la générosité publique : 29 % des dons collectés

- 17 % des charges totales de l'exercice

- Fonds dédiés sur subventions et dons reçus en 2016 pour les missions sociales

Valorisation (en emplois et ressources) :

- Du temps de travail consacré aux missions sociales, à la recherche de fonds et au fonctionnement du siège et des délégations départementales. Mise à disposition gratuite des biens et services tels : salle de réunion, insertion annonce, prêts d'adresses...

EMPLOIS	Emplois de N compte de résultats	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public sur N
1. MISSIONS SOCIALES (ST1)	3 236 834 €	1 142 547 €
1.1 Réalisées en France	781 291 €	238 708 €
Actions réalisées directement	521 570 €	
Versements à d'autres organismes agissant en France	259 720 €	238 708 €
1.2 Réalisées à l'étranger	2 455 544 €	903 839 €
Actions réalisées directement	913 015 €	
Versements à un organisme central ou d'autres organismes	1 542 528 €	903 839 €
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS (ST2)	582 242 €	582 242 €
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	582 242 €	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés		
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics		
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT (ST3)	847 835 €	240 831 €
T3 = ST1 + ST2 + ST3	4 666 912 €	1 965 620 €
I. TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT	4 666 912 €	
II. DOTATIONS AUX PROVISIONS		
III. ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR LES RESSOURCES AFFECTÉES	347 009 €	
IV. EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	51 288 €	
TOTAL GÉNÉRAL	5 065 208 €	
V. PART DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS BRUTES DE L'EXERCICE FINANCÉES PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T5)		
VI. NEUTRALISATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS FINANCÉES À COMPTER DE LA PREMIÈRE APPLICATION DU RÈGLEMENT PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T5BIS)		
VII. TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T6 = T3 + T5 + T5BIS)		1 965 620 €
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite biens et services	120 760 €	
Personnel bénévole	319 730 €	
TOTAL	440 490 €	

RESSOURCES (CER) EN 2016

RESSOURCES	Ressources collectées sur N = compte de résultat	Suivi de ressources collectées auprès du public et utilisées sur N
REPORTS DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE (T1)		288 231 €
1. RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T2)	2 016 906 €	2 016 906 €
1.1 Dons et legs collectés	2 013 626 €	2 013 626 €
Dons manuels non affectés	1 541 442 €	1 541 442 €
Dons manuels affectés	466 801 €	466 801 €
Legs et autres libéralités non affectés	5 384 €	5 384 €
Legs et autres libéralités affectés		
1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	3 280 €	3 280 €
2. AUTRES FONDS PRIVÉS	311 933 €	
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	2 184 915 €	
4. AUTRES PRODUITS	187 464 €	
I. TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT	4 701 218 €	
II. REPRISES DES PROVISIONS		
III. REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS	363 990 €	
IV. VARIATIONS DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC (T4)		
V. INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
TOTAL GÉNÉRAL	5 065 208 €	2 016 906 €
VI. TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (T6)		1 965 620 €
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE (T7 = T1 + T2 + T4-T6)		339 518 €

Dons disponibles fin 2015

40 % des ressources totales
77 % sans affectation prédéfinie
23 % pour des actions précisées
Legs : 3 % de la collecte

6 % Cotisations des adhérents et contributions volontaires

43 % des ressources totales

• 4 % des ressources totales : prestations, vente OP, transferts de charges et autres produits

Utilisation en 2016, pour les actions, des fonds dédiés constitués antérieurement et/ou réaffectations à d'autres programmes

Montant des dons utilisés en 2016

VOLONTAIRES EN NATURE

Bénévolat	319 730 €	
Prestation en nature	120 760 €	
Dons en nature		
TOTAL	440 490 €	

DÉPARTEMENT COMMUNICATION

4 CHIFFRES CLÉS



Fans Facebook



UNE EMPREINTE DIGITALE QUI S'ÉTEND

LE SITE : l'homologation par Google Adwords a permis de faire la promotion de Solidarité Laïque et d'améliorer le référencement de l'association de 216 %. Pour cela, un travail de structuration avec les équipes sectorielles a été réalisé afin d'assurer une meilleure remontée de l'information. Ces efforts ont permis d'augmenter de 102 % le nombre de connexions mensuelles, soit en moyenne, 11 300 connexions uniques par mois.

LES RÉSEAUX SOCIAUX : une stratégie éditoriale a permis d'accroître de 53 % la communauté qui nous suit sur Facebook. Sur Facebook comme sur Twitter, ceux qui nous suivent sont des militants actifs qui relaient bien les informations et sont particulièrement engagés sur les thématiques de la lutte contre le racisme, les discriminations et la promotion de la laïcité. Une démarche d'expérimentation est constamment mise en œuvre pour tester et améliorer la pertinence de nos communications.

LES NEWSLETTERS : deux newsletters « réseau » et « grand public » sont diffusées chaque mois. Une troisième destinée aux éducateurs pour promouvoir les outils pédagogiques est publiée. La liste de diffusion s'est encore accrue de 63 % en 2016.

DES OUTILS POUR LA E-COLLECTE : l'ensemble de nos médias a été repensé pour assurer à la fois une meilleure information des publics et un développement de la collecte digitale. Celle-ci a crû de 74 % en 2016. Le département communication a aussi initié une première opération de financement participatif via une nouvelle plateforme de crowdfunding.

UN FILM POUR ALLER VERS DE NOUVEAUX PUBLICS

Initié en 2015, le film Ensemble, c'est possible! produit par l'association a été diffusé à l'Hôtel de Ville de Paris le 25 novembre 2016. Réalisé par Safy Nebbou, mis en musique par Ibrahim Maalouf avec une voix off de Charles Berling, artistes engagés bénévolement, ce film de 28 minutes est un support pour entrer dans les écoles, organiser des débats dans les territoires, dans les sections départementales des organisations membres et aller vers un public plus large. Vivre ensemble, éducation inclusive, droit à la dignité, droits des filles et des femmes... ces thématiques peuvent être abordées à partir d'un film sensible qui raconte comment il est possible de transformer des parcours de vie grâce à des initiatives solidaires. Ce film a mobilisé une grande énergie au service communication et doit conduire en 2017 à la mise en œuvre d'un plan de diffusion grâce au recrutement d'une personne dédiée.



**200 personnes étaient
présentes le 25 novembre
à l'Hôtel de ville de Paris
pour l'avant-première.**

PROMOTION ET PARTENARIATS

Plusieurs organisations membres de Solidarité Laïque ont accueilli leur soutien à l'association en relayant plus largement nos actualités et nos campagnes dans leurs newsletters, sur leur site ou sur les réseaux sociaux. Cet engagement a contribué à développer notre notoriété auprès de leur réseau d'adhérents et nous espérons pouvoir l'intensifier et l'initier avec de nouveaux membres. De nouvelles publicités ont été conçues et ont été affichées par de nouveaux partenaires presse, dont Le Nouvel Économiste et le magazine Parenthèses.

Cette année, Milan Presse a promu la Rentrée solidaire dans l'animation « 1 jour, 1 Actu », sur son site et plusieurs newsletters diffusées auprès de son public d'enseignants.

Le message publicitaire pour les médias partenaires a été réactualisé.



LES PUBLICATIONS DE SOLIDARITÉ LAÏQUE

Quatre fois par an, une lettre est diffusée auprès des donateurs et du réseau. Elle couvre nos actualités et fait le point sur une thématique d'intérêt général. La collection de livrets à destination des acteurs de solidarité internationale s'est enrichie d'un bilan sur nos actions conduites à Sri Lanka. Et diverses publications ont été réalisées pour diffuser des bilans auprès de nos divers publics.



La collection de livrets sur nos programmes s'est enrichie.

LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ

Pour prendre part au débat sur la laïcité, nous avons initié un rendez-vous bi-mensuel qui donne la parole à des personnalités : sociologues, historiens, pédagogues, artistes... Ces Rendez-vous de la laïcité ont été une réussite et ont généré un gros trafic sur le site. Chaque personnalité (Benjamin Stora, Philippe Meirieu, Magyd Cherfi, Pascal Blanchard...) se faisant le relais de la tribune qu'elle a produite, nous touchons des publics nouveaux qui deviennent à leur tour des relais de nos informations. Nous maintiendrons ces rendez-vous en 2017.





Éduquées aujourd'hui, plus libres demain

www.solidarite-laique.org

COLLECTIFS

AEDE / AFF / Altermondes / Association française des fundraisers / Campagne Éthique sur l'étiquette / Campagne mondiale pour l'Éducation / Coalition Éducation / Comité de la Charte / Coordination Sud / Éducasol / Espace partenariat / France-Colombie-Solidarité / France-Haïti / Eurochild / F3E / France Générosités / France Volontaires / InfoMIE / L'Esper / PS Eau / REF / Solidar / Semaine de la solidarité internationale

MEMBRES

Adosen / Prévention Santé MGEN / Afev / Agir ABCD / Alefpa / Animafac / APAJH / Aroeven / Arts et Vie / Casden-BP / Ceméa / CGT-FO / EEDF / Entraide universitaire / ESPLF / FAS-USU / FCPE / FDDEN / Fédération du droit humain / Fédération générale des PEP / FGR-FP / Fondation Up / Fondation Macif / Français du monde (ADFE) / Francas / FSU / FTCT / GODF / GREF / GCU / JPA / Ligue de l'enseignement / Ligue des droits de l'Homme / MAE / MAE solidarité / MAEE / MAIF / MGEN / Mission laïque française / Mutuelle des motards / OCCE / Prévention MAIF / SE-UNSA / SGEN-CFDT / SI EN UNSA Éducation / SNUIPP / UNCME / UNSA / UNSA Éducation

PARTENAIRES

Agence de l'eau Adour-Garonne / Agence française de développement / Agence nationale pour les Chèques-vacances / Agence nationale de lutte contre l'illettrisme / ALMORA / Anacej / Assemblée des départements de France / Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger / Banque populaire / Bred / C2C / Cité nationale de l'histoire et de l'immigration / CIESS / Cités unies France / Collectif Haïti France / CNA / Conseil régional de la région Centre / Conseil général du Cher / Conseil général Côtes-d'Armor / Conseil régional d'Île-de-France / Conseil régional du Limousin / Conseil général du Nord / Conseil général du Rhône / Conseil général de Savoie / Conseil général des Yvelines / Défenseur des droits / Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme / Espace Partenariat franco-haïtien / Le réseau des ESPE / Étudiants et Développement / Fédération internationale des professeurs de français / Fondation Abbé Pierre / Fondation de France / Fondation du Grand Orient / Fondation Pro Victimis / Fondation Raja Danièle Marcovici / Fondation SNCF / Forim / Le Français en partage / La Grande Récré / ICOSI / IMF / Kurioz / Ville de Limoges / Lire et Faire lire / Mairie de Paris / Milan Presse / Ministère des Affaires étrangères / Ministère des Affaires étrangères et du développement international / Ministère de l'éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche / Ministère des Affaires sociales et de la Santé / Ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes / Ministère de la Ville, Jeunesse et des Sports / Orchidées / Organisation internationale de la Francophonie / Réseau éducation et solidarité / RFI / Réseau France Colombie Solidarités / Ritimo / Unesco / YCID



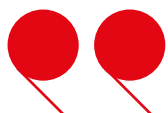


LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ



Benjamin Stora

Historien



**Il est temps
d'accorder
une
place aux
nouveaux
Français**

Comment pouvons-nous vivre ensemble si nous enfermons les nouveaux Français dans des stéréotypes et si nous acceptons qu'il y ait des gens plus égaux que d'autres dans la société? L'historien Benjamin Stora revient pour Solidarité Laïque sur ce qui a entamé le pacte républicain et menace le cadre qui en est le garant, la laïcité.

L'offensive idéologique qui a visé à ringardiser l'antifascisme, l'antiracisme et tout ce qui était porteur de solidarité est-elle en train de remporter la victoire? Des notions que l'on croyait pour toujours disparues, comme la hiérarchisation des civilisations et des races, deviennent monnaie courante. À cela s'ajoutent la montée des individualismes et une attaque massive contre la solidarité collective vers laquelle on tendait pourtant depuis des décennies. Aller vers le bien commun, vers plus de solidarité effective n'est plus aujourd'hui un objectif partagé. Le culte de l'individu et du profit immédiat a pris le pas, jusqu'à cette remise en cause du bien-fondé de la notion de service public. À travers ces remises en cause, ce sont les principes même de la République et donc le socle fondateur de la nation qui se trouvent affaiblis.

Les attentats qui ont été perpétrés les deux dernières années sur notre

territoire ont accru la confusion sur ce qui fait le cadre de notre pacte républicain : la laïcité, avec l'égalité comme premier principe. De plus en plus, ouvertement ou non, l'islam, et ceux qui le pratiquent chez nous sont désignés comme les grands responsables. Comment a-t-on pu en arriver là?

Premièrement, la guerre des mémoires et les stéréotypes qui vont avec. Souvenons-nous : les immigrés maghrébins des années 1970-1980, à la différence des Portugais, des Espagnols et des Italiens des années 1920 qui, eux, ignoraient tout de notre culture et de notre langue, connaissaient bien la France du fait de l'histoire coloniale. Mais pour autant nous ne connaissons pas leurs pays, qu'il s'agisse de leur culture, de leur langue ou de leur histoire! Très vite, ils ont identifié qu'il n'y avait pas de réciprocité dans la connaissance historique. « *Nous, nous sommes proches de vous, mais vous, êtes-vous proches de nous? Avez-vous fait l'effort de nous connaître et de connaître notre histoire?* »



Lire la suite sur :

<http://www.solidarite-laique.org/informe/retrouvons-le-chemin-dune-societe-ouverte/>

www.solidarite-laique.org

Suivez-nous en 2017
Inscrivez-vous à notre newsletter



Françoise Lorcerie

Directrice de recherche
à l'Iremam
(Institut de recherche et d'études
sur le monde arabo-musulman)



**En France, l'islam
est vu avant tout
comme une religion
d'immigrés.**



Benoît Falaize

Historien



**La laïcité se bâtira
en faisant de
l'école un espace
respectueux.**



**Monique
Pinçon-Charlot
et Michel Pinçon**

Sociologues



**La loi de 1905, loi de
liberté et instrument
de paix civile, est
instrumentalisée par
les plus riches pour
diviser les classes
sociales entre elles.**



Philippe Meirieu

Pédagogue



**Je rêve d'une laïcité
qui ait un goût
d'humanité heureuse
et de solidarité
contagieuse.**



Nathalie Janssens

Enseignante et bénévole
dans le camp de Calais



**Liberté, égalité,
fraternité ;
remettons en action
la devise jusqu'au
bout !**



Magyd Cherfi

Chanteur du groupe
Zebda, écrivain, auteur
de *Ma part de Gaulois*



**Je suis franc,
c'est par le sol et
pas par le sang.**



**ÉDUQUÉES
AUJOURD'HUI,
PLUS LIBRES
DEMAIN**

CONTACTS : +330145351313 - 22 rue Corvisart - 75013 Paris
www.solidarite-laique.org - info@solidarite-laique.org

